l'unité

M 2805 - N° 441 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 31 octobre 1981

SPECIAL CONGRES







Pascal Lebrun

Il faut que la droite s'y fasse

LES SOCIALISTES SONT AU POUVOIR

PAR CLAUDE ESTIER

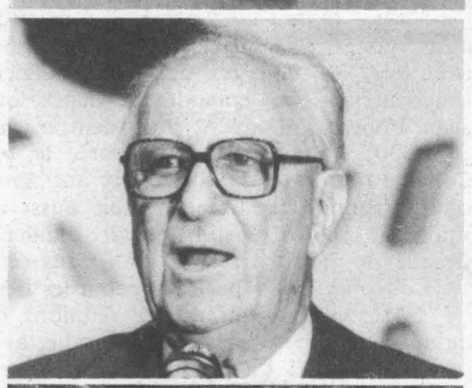
QU'ELLE soit au pouvoir ou dans l'opposition, la droite n'a décidément qu'une seule et même obsession : tenter de développer dans l'opinion publique ce qu'on appelait autrefois la « peur des rouges » et qui est aujourd'hui la peur des socialistes.

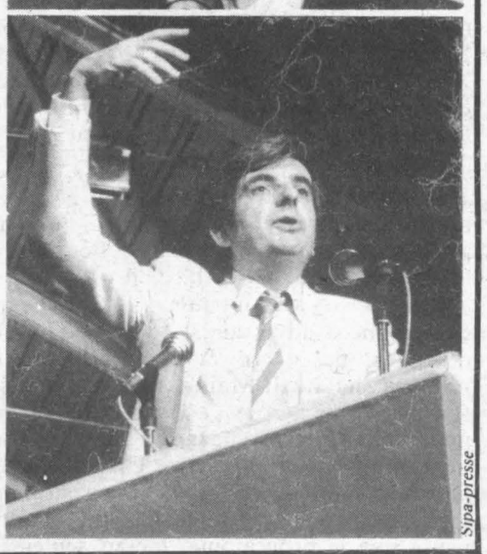
Ce fut le thème favori de l'U.d.f. et du R.p.r. pendant les campagnes électorales du printemps dernier. François Mitterrand et les dirigeants du P.s. étaient présentés comme des hommes qui allaient conduire à l'isolement et au déclin de la France, à la ruine de son économie, à la fin des libertés, etc. Peine perdue, Une nette majorité de Français ne s'est pas laissée impressionner par d'aussi piètres arguments. Elle a voté pour la gauche et le changement, et bien loin de s'en effrayer, elle aurait plutôt à l'heure présente tendance à considérer que ce changement ne vient pas assez vite.

La droite battue en mai et juin, et qui ne s'en est pas encore remise, démontre son incapacité à changer de registre. Confondant les intérêts de quelques-uns avec ceux du plus grand nombre, elle s'efforce de présenter comme une menace « totalitaire » la nationalisation de cinq grands groupes industriels et de trente-six banques ou encore l'impôt sur la fortune, bien timide amorce vers un peu plus de justice fiscale. Cela, dira-t-on, n'a pas grande importance et, après tout, l'opposition est dans son rôle quand elle combat les projets du gouvernement de gauche. Sans aucun doute. A condition qu'elle n'oublie pas qu'elle est devenue la minorité, que le gouvernement de gauche applique la politique choisie démocratiquement par les Français et que vouloir paralyser cette politique après que le débat ait eu lieu normalement — et le gouvernement, malgré l'obstruction, a tenu à ce que celui sur les nationalisations aille jusqu'à son terme — est précisément contraire à la démocratie.

On en vient ici à ce qui a été dit à la tribune du congrès de Valence et dont les leaders de l'opposition, en même temps qu'un certain nombre de journaux, se sont emparés pour tenter de présenter le P.s. comme un parti de « coupeurs de têtes », ce qui, soit dit en passant, témoigne d'une certaine audace dans la mesure où c'est grâce aux socialistes que la peine de mort vient d'être abolie en France. En fait, la droite essaie de répandre la tereur en feignant de ne pas comprendre de quoi il s'agit. Ce qui a été dénoncé avec force à Valence et, compte tenu des différences de langage, aussi bien par Jean Poperen, Paul Quilès, Louis Mermaz que Pierre Mauroy, Laurent Fabius ou Lionel Jospin, ce sont les résistances, pour ne pas dire le sabotage, que certains opposent à la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Il ne s'agit pas de rechercher des « boucs émissaires » mais bien de mettre en lumière des pratiques qui sont inadmissibles car destinées à mettre en échec la volonté clairement exprimée des Français ; celles de certains banquiers qui, tel Pierre Moussa, préfèrent leur argent à l'intérêt national, celles de certaines administrations qui se comportent comme si le giscardisme était toujours au pouvoir et si le nouveau président de la République était un usurpateur. Les socialistes n'entendent pas se laisser arrêter par ces « émigrés de l'intérieur » qui vont jusqu'à se féliciter ouvertement de ce que des banquiers étrangers multiplient les obstacles à la mise en œuvre des nationalisations. Ils n'ont pas, eux, la mémoire aussi courte que les dirigeants de la droite tel Jacques Chirac présentant mercredi à la tribune de l'Assemblée nationale une description apocalyptique de ce qui attend les Français en 1982 en oubliant ce dont il a été lui-même directement responsable pendant des années comme Premier ministre ou comme chef d'un des deux partis de l'ex-majorité. Celui qui fut l'un des plus beaux fleurons de l'Etat-U.d.r. est bien malvenu d'accuser le Parti socialiste de vouloir le pouvoir pour lui tout seul. Le Parti socialiste ne veut qu'une chose : que soit appliquée la politique pour laquelle il a été porté au pouvoir par les Français. Au-delà du bruit et de la fureur déclenchés pour les besoins d'une mauvaise cause, telle est la seule signification du congrès de Valence. ●







Sipa-presse

Ce numéro « spécial congrès » de « l'Unité » passe à vingt pages et à sept francs.

SPECIAL CONGRES

Les militants socialistes doivent être les gardiens du programme

A.f.p.



LES MILITANTS. *Au premier plan les socialistes de la Drôme.*

PAR MICHELE KESPI

« VALENCE aujourd'hui, c'est le congrès d'un parti au pouvoir, mais aussi le congrès d'un parti qui se veut autre chose que le parti du pouvoir. » Cet éditorial de Paul Quilès dans « le Poing et la Rose », que les 5 000 délégués ont trouvé sur leur table, en arrivant dans l'immense salle rendue humaine par un architecte astucieux, les a touchés.

Et c'est devant une assemblée de militants animés, conscients des enjeux, à qui il était vain — tant les discussions étaient fougueuses — de demander le silence, que Jean Poperen a ouvert, aux alentours de 10 h 30, le vendredi 23 octobre, le VIe Congrès du Parti socialiste. Dix ans après celui d'Epinay, l'ambiance était aussi au souvenir. Lionel Jospin devait d'ailleurs évoquer le plaisir à se retrouver dans cette salle qui, par son aspect, rappelait les lieux où se tenaient les premières réunions du mouvement ouvrier. Une grande salle, avec ses structures métalliques, ses piliers repeints de couleurs gaies, sa tribune où, pour la première fois depuis 1971, François Mitterrand n'était pas. Un slogan, un seul, en grosses lettres derrière l'estrade : « Avec les socialistes, réussir le changement. »

10 h 30, donc, ce vendredi 23 octobre Jean Poperen, secrétaire national aux relations extérieures et aux élections, présente son rapport aux congressistes. Peu à peu, le silence se fait. D'emblée, il affirme que « les promesses seront tenues ». « C'est ce qui étonne nos adversaires, c'est ce qu'ils n'arrivent pas à croire. Il est vrai que ce n'est pas habituel. Mais il faudra qu'ils s'y fassent. Nous ferons, nous faisons ce que nous nous sommes engagés à faire, et pour quoi nous avons été élus. Une partie du patronat feint de découvrir le programme socialiste, ou peut-être le C.n.p.f. avait-il pensé que le programme, c'était seulement pour se faire élire. Avec le Parti socialiste tel qu'il s'est construit autour de François Mitterrand, le programme, c'est pour être appliqué. Mais ces messieurs insistent, ils font le chantage à la « confiance ». Par exemple, quelques camarades députés socialistes et moi-même ayant rencontré des chefs d'entreprise de la région lyonnaise, nous avons entendu à peu près ce langage : vous auriez notre confiance s'il n'y avait pas les nationalisations, ni l'impôt sur la fortune, ni l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise. En somme, renoncez à votre programme et tout va bien.

« Notre réponse est nette : nous ne cherchons pas la guerre ; elle n'est dans l'intérêt de personne, nous souhaitons l'accommodement, le compromis. Mais le compromis ne peut se faire qu'à l'intérieur du choix démocratiquement exprimé par le peuple français, à deux reprises, tout récemment, et avec éclat. Il ne se fera pas au prix du reniement de la volonté populaire. Nous voulons la discussion, la concertation, la coopération avec les représentants des diverses forces économiques et sociales, y compris, par conséquent, du patronat. Mais cette concertation ne peut porter que sur les modalités, les conditions, le calendrier d'application de notre programme, pas sur le programme lui-même. Cette question a été tranchée. La campagne électorale est finie depuis 4 mois : il n'y aura pas de 3e tour économique. »

Poperen donne le ton

Ce discours énergique, tant applaudi, donne le ton du congrès. D'autant que Poperen réaffirme que le Parti et le gouvernement, cela fait deux. Pas question non plus d'être un parti godillot, le petit doigt sur la couture du pantalon : « Une constatation s'impose : par rapport à notre programme, des concessions ont été faites aux chefs d'entreprise. Disons, ici, devant ce congrès, que, dans la conjoncture actuelle, le gouvernement a sans doute eu raison de faire ces concessions. Il ne servirait à rien de faire couler le bateau en le chargeant trop d'un coup. Mais il faut dire avec non moins de netteté que les concessions ne sauraient être à sens unique. Ce serait un jeu dangereux de prendre la modération actuelle du monde du travail pour de la passivité ou pour de la résignation. Il faut prendre cette modération pour ce qu'elle est : le signe d'une haute conscience politique, la conscience que tout n'est pas possible tout de suite. »



Pascal Lebrun

Rodolfe Pesce, député-maire de Valence.

Ce langage plaît aux militants qui manifestent — ah ! combien bruyamment — leur satisfaction. Tout au long des trois journées pendant lesquelles plus de cinquante orateurs vont intervenir sur les sujets les plus divers, les oreilles des participants seront soumises à une pression décibélique assez forte ! Et les présidents de séance auront beau tenter de ramener de l'ordre, rien à faire : on se déplace de table en table, on discute, on s'interpelle, on se faufile. Le service d'ordre s'arrache les cheveux, se fait traiter de « flic » par quelques irréductibles indisciplinés — un comble ! C'est le premier congrès après la victoire : chacun a beaucoup à dire et ne se tait que quand parlent les « ténors ». « Les camarades ministres et futurs ministres » sont eux-mêmes priés de regagner leur place... Qui dira que l'on ne débat pas, au P.s. ?

L'ambiance bon enfant ne doit pas cacher le sérieux avec lequel les délégués se posent les problèmes de fond. L'enthousiasme ne masque pas la crainte du sabotage de la droite, que Poperen évoque avec précision : « Faut-il donc croire que, décidément, la bourgeoisie française n'accepte le jeu de la démocratie que quand c'est elle qui gagne. Le quotidien des milieux d'affaires, « le Nouveau Journal », ose écrire que « les socialistes veulent réduire l'opposition au silence » ! Chacun sait que l'opposition peut user de tous les moyens à sa disposition pour retarder le vote des lois voulues par les Français et elle ne s'en prive pas. Face à cette attitude, le gouvernement a le droit, et le moment approche où il aura le devoir, d'user de tous les moyens démocratiques pour que la volonté du peuple soit respectée. Cela est vrai au Parlement. Cela est vrai par rapport à un certain nombre de hauts responsables administratifs. Cela est vrai en ce qui concerne les droits des travailleurs. Trop de dirigeants de l'économie — y compris dans le secteur public — semblent n'avoir pas compris qu'il s'est passé quelque chose le

10 mai. Il est temps qu'ils le comprennent... ou qu'on le leur fasse comprendre ! »

Avant de conclure : « Ainsi, rien n'est jamais donné, et le Pouvoir socialiste lui-même ne réussirait pas sans le peuple. Mais qui en avait jamais douté ? »

Tout le vendredi, le débat se poursuit. Paul Quilès, lui aussi, évoque les résistances que rencontre, et rencontrera encore, « l'autre politique ». Et les moyens de vaincre : « Lorsque l'on est face à un blocage, soit on l'accepte, à ses risques et périls, soit on le fait sauter. Que l'on me comprenne bien ! Je ne préconise pas une quelconque « chasse aux sorcières », c'est-à-dire l'élimination systématique d'hommes et de femmes en raison de leurs opinions. Nous ne ferons pas ce qu'a fait Giscard au R.p.r. après la démission-éviction du poste de Premier ministre de Chirac en 1976.

Par contre, nous ne devons pas confondre « idéalisme et naïveté » (comme l'a dit Jacques Delors à l'Assemblée nationale dimanche dernier). L'idéalisme, c'est la fidélité à nos idées et notamment à notre volonté de respecter les hommes. La naïveté ce serait de laisser en place des gens qui sont déterminés à saboter la politique voulue par les Français (recteurs, préfets, dirigeants d'entreprises nationales, hauts fonctionnaires). Regardez la façon dont M. Moussa a tenté de s'opposer depuis des mois à la nationalisation de son groupe. Je trouve sain et normal qu'il ait été contraint avant-hier de démissionner. Croyez bien que personne ne nous saurait gré de laisser en place tous ces hauts responsables de l'économie ou de l'administration, qui sont nos adversaires, il ne faut pas avoir peur de le dire. En politique, faire un cadeau de ce genre, c'est se condamner soi-même. Il ne faut pas non plus dire : « des têtes vont tomber » comme Robespierre à la Convention, mais dire lesquelles et le dire rapidement. C'est ce que nous attendons du gouvernement car il y va de la réussite de notre politique. »

« Oubliant » la suite de ce discours, la plupart des observateurs ont voulu voir dans l'allusion à Robespierre le début de la Terreur. Il faudra que Lionel Jospin rappelle, en fin de congrès, que si des têtes ne tombent plus dans le panier de son, c'est peut-être, un tout petit peu, parce que la gauche a aboli la peine de mort ! L'allusion à Robespierre a suscité assez d'interprétations malveillantes, pour que les paroles de Quilès soient intégralement citées :



LES « CAMARADES MINISTRES ».

Keystone

Sur le perron de l'hôtel de ville de Valence.



Jacques Delors.



Sygma

Edith Cresson.



André Henry.



Edwige Avice, à la cantine du congrès.



Catherine Lalumière.



Laurent Fabius.

« Gardons-nous cependant de perdre notre sang-froid, a-t-il précisé. La droite cherche, par ses provocations, à nous pousser aux affrontements. Sachons prendre la mesure de la situation et tenir bon sur les objectifs et les moyens. Ce ne sont pas les cris d'orfraie de la droite qui doivent nous inquiéter, cette droite dont je ne vois pas à quel titre elle serait fondée à nous donner des leçons de démocratie et de tolérance ! »

Un des premiers, Paul Quilès a abordé — et là, le silence s'est fait, comme par miracle — les divisions au sein du Parti. Disons-le tout de suite : le congrès de Valence est aussi celui de l'unité. Une unité dans la diversité, selon la formule consacrée. Quilès l'a dit le vendredi après-midi : « Cette unanimité qui peut être retrouvée ne saurait en aucun cas être le prétexte à je ne sais quelle reconstruction de notre passé récent. Il serait absurde de nier ou de gommer aujourd'hui les divergences et les débats d'hier. Ou alors, il faudrait avouer qu'il ne s'agissait à l'époque que de banales querelles de personnes ! Valence ne peut pas faire oublier Metz, puisque, comme pensent une majorité d'entre nous, sans Metz, nous n'aurions probablement pas le même congrès de Valence !

« Ne pas oublier Metz, ne signifie pas, à mes yeux, entretenir la flamme de querelles passées, pas plus que le rassemblement à Valence ne saurait signifier la fin du débat dans notre Parti. S'il veut rester lui-même, c'est-à-dire fidèle à sa jeune tradition, le Parti doit demeurer un parti pluraliste, où l'on peut débattre et où l'on peut proposer des réponses à tous les grands problèmes de notre société et de la planète. »

Sur le thème de l'unité, Gaston Defferre a fait un « tabac ». Devant une salle hilare, toutes « tendances » confondues dans un même éclat de rire, il a évoqué la « disparition » des « courants » au profit des « sensibilités » (terme plus cool...) : « Camarades, on nous dit que dans le Parti désormais il n'y a plus de courants, qu'il y a simplement des sensibilités. Délicatesse ! (...) Est-ce qu'il n'y a plus de réunions de courants ? Il y en a eu ces jours-ci, nous le savons bien. »

« Que se passe-t-il ? Il se passe un phénomène important. Nous avons un président de la République socialiste, un Premier ministre socialiste, un gouvernement à majorité socialiste...

(suite en page 4)



SPECIAL CONGRES

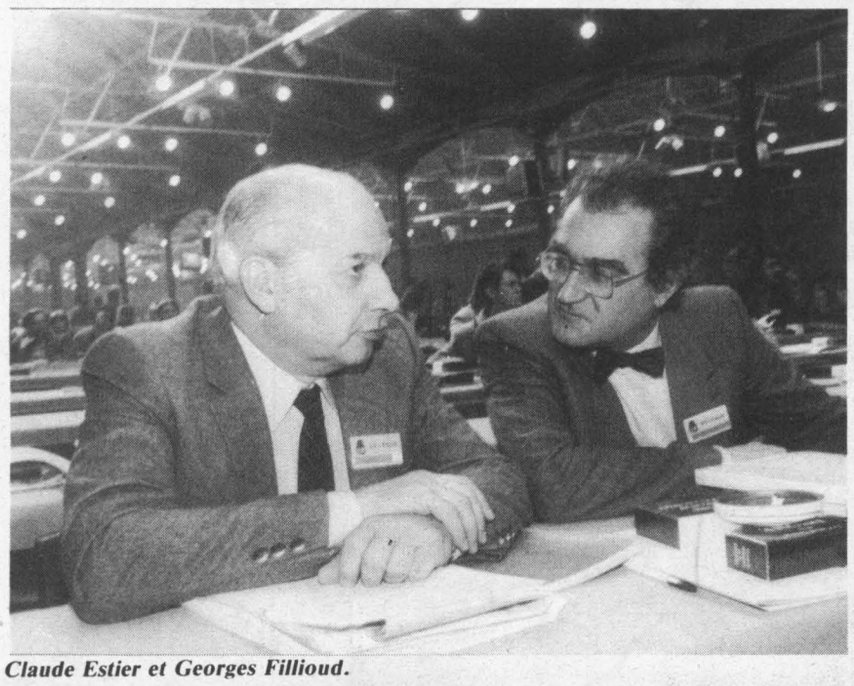
(suite de la page 3)

« La vérité, c'est que les courants ou les tendances, c'est dans notre nature à nous, socialistes. Nous sommes comme cela, nous sommes comme les Français, nous ne sommes jamais tous d'accord pleinement entre nous. (...) Il y a des sensibilités — ce mot qui remplace les courants —, il y a des courants visibles ou invisibles, mais ils existent. Par contre, nous devons être solidaires et à partir du moment où nous reconnaîtrons que, sur le fond, il y a quelques divergences entre nous, nous serons beaucoup plus forts pour être solidaires et beaucoup plus efficaces ; et surtout, nous serons sans arrière-pensée et je pense que cela est vraiment indispensable. »

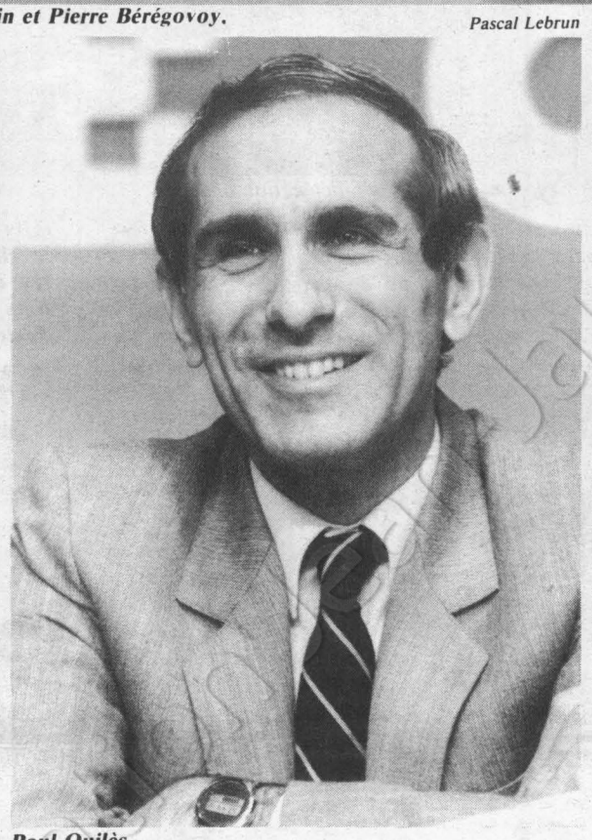
C'est dans la gravité que le ministre de l'Intérieur a conclu une allocution commencée dans la gaieté. « Nous sommes condamnés à être solidaires, camarades. La voilà la vérité.



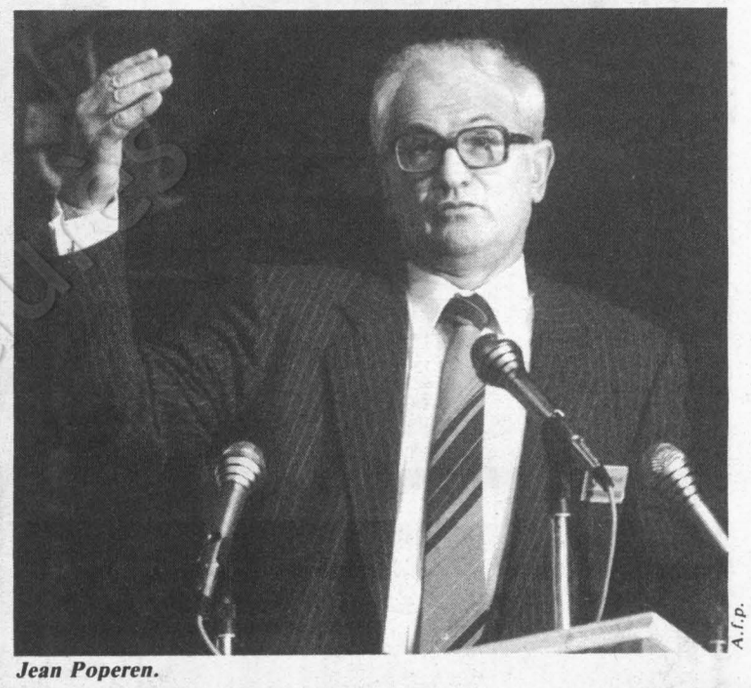
Louis Mermaz, Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy. *Pascal Lebrun*



Claude Estier et Georges Fillioud.



Paul Quilès.



Jean Poperen. *A.f.p.*

« La vérité, c'est que nous gagnerons ou que nous perdrons tous ensemble. Les uns ne gagneront pas et les autres ne perdront pas. Et non seulement c'est le cas pour les militants, les élus et les ministres, mais c'est aussi le cas pour ceux qui appartiennent à des sensibilités différentes...

« Dites-vous bien que si nous gagnons, l'avenir sera à nous, mais que si nous perdons, nous serons tous balayés. »

Michel Rocard : « Pas le droit d'échouer »

C'est également dans une ambiance fort grave que, le samedi après-midi, Michel Rocard devait monter à la tribune pour dire : « Nous n'avons pas le droit d'échouer. » Donnant raison à Defferre — « oui, nous gagnerons ou nous perdrons solidairement » — avant de préciser : « on n'est jamais condamné à être solidaire, on est solidaire parce qu'on a choisi de l'être, on est solidaire parce qu'on sait où sont les enjeux, avec qui on se bat et contre qui. »

Pierre Mauroy a évoqué lui, le samedi matin, tout le travail à effectuer. Sans panique. Car « l'heure est au socialisme. Il nous reste beaucoup à faire, mais nous avons cinq ans, nous avons sept ans. Nous ne pouvons changer la France en cinq ou sept mois. Dans l'immédiat, il nous reste à préciser les axes de notre politique industrielle et à programmer des réformes sociales en fonction des capacités de notre économie. Ce sera chose faite dans les prochaines semaines. »

Les congressistes ont écouté avec attention les précisions données par le Premier ministre sur l'action gouvernementale : « Dans deux semaines environ, le ministre de la Solidarité nationale sera appelé à présenter son plan d'ensemble de réforme de la Sécurité sociale, qui portera à la fois sur les structures de cette institution, sur les moyens à mobiliser pour assurer son équilibre financier en 1982, ainsi que sur une nouvelle étape d'amélioration des prestations sociales.

« Enfin, nous mettrons en œuvre les propositions du ministre du Travail sur les droits sociaux des travailleurs, car il faut bien comprendre que, dans un pays comme la France, il n'y aura plus de progrès économique sans croissance sociale ! »

Ils ont été émus quand Mauroy a affirmé : « Il est fini le temps des maîtres. S'ouvre aujourd'hui le temps des partenaires...

« Nous donnons aux citoyens la possibilité de gérer eux-mêmes leur destinée, nous mettons en place les instruments qui permettent à la démocratie de s'exercer réellement ; il est temps que les Français cessent d'attendre la solution de leurs problèmes particuliers de je ne sais quelle Administration centrale ! Il est temps de leur donner les moyens de se gérer eux-mêmes. »

Ils ont senti tout leur potentiel de combativité quand il a rappelé que « le changement, c'est un combat ». Ajoutant : « Les adversaires du changement, vous savez bien qu'en réalité ils ne se posent aucune question sur la cohérence de la politique du gouvernement, ils l'ont comprise et ils ont choisi. Ils savent que notre cohérence et la fidélité à nos engagements, c'est la volonté du plein-emploi, la volonté de la justice, la volonté de la relance économique, la volonté de la redistribution des pouvoirs. Et cette cohérence, ils la refusent parce qu'elle signifie la fin de leur pouvoir et de leurs privilèges.

« Voilà la réalité, voilà la vérité... »

Mauroy a conclu, sans alarmisme, par un appel à la responsabilisation : « Quant aux forces de la revanche, pour leur faire face efficacement, votre mobilisation est seule déterminante, car le socialisme, permettez-moi de conclure en vous le répétant, ne résultera pas de l'addition de lois et de règlements. Il faudra, certes, de bonnes lois et de bons règlements, mais ce qui nous est nécessaire, c'est un esprit nouveau, d'abord un esprit nouveau dans les relations des hommes entre eux, mais aussi dans les relations de l'homme et de la machine. Cette victoire, elle se remportera en partie sur nous-mêmes, sur nos préjugés... »



Michel Rocard a également évoqué tous les changements qualitatifs attendus par les Français.

« Nos objectifs, faut-il les rappeler dans leur immense ambition ? Les Français attendent d'abord de nous que nous réparions les dégâts du passé. C'est sur l'inflation et sur le chômage que nous serons jugés, car c'est le plus grave et le plus urgent, mais nos compatriotes aspirent aussi, en second lieu, à une société plus juste, où la répartition de l'argent, l'accès au savoir et au pouvoir ne soient plus dominés par une couche sociale restreinte et fortement privilégiée.

« Mais les habitants du monde industriel — et les Français, à cet égard, comme les autres — aspirent aussi, de plus en plus, à une meilleure qualité de la vie, un environnement naturel préservé, un cadre de vie plus accueillant, un temps libre plus ample, une culture plus ouverte, la consommation de loisirs d'autres formes que celles où un certain commerce nous l'asservit aujourd'hui.

« Tout cela, ce sont les ambitions raisonnables du peuple des pays industriels d'aujourd'hui.

« Mais en quatrième lieu, et c'est peut-être la clé de la réalisation des autres objectifs, nous avons charge de changer le rapport de l'homme ou de la femme au travail. (...)

« A long terme, la réalisation de ces objectifs conditionne le succès durable de la transformation socialiste que nous entreprenons en France. »

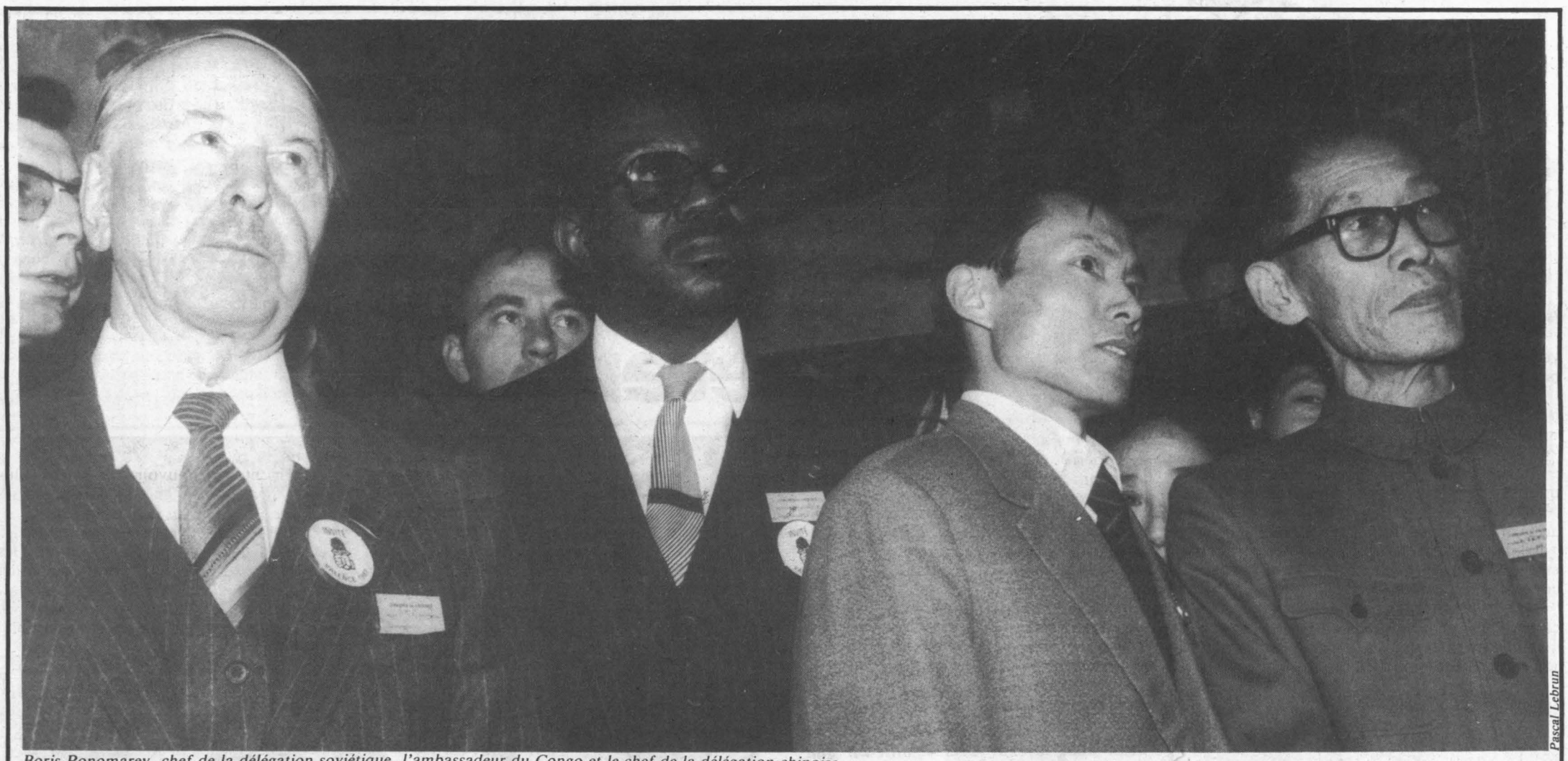
Principal handicap de la transformation : la crise économique que le ministre du Plan a décrite avec précision. Rappelant son « enchaînement le plus brutal auquel elle soumet notre pays ». Recherchant l'innovation, et posant la question : « Je ne suis pas certain, camarades, qu'en ce qui concerne une politique monétaire de gauche le Parti soit déjà tout à fait au point. Il y a encore du travail pour nous tous dans les commissions d'étude, car une politique monétaire de gauche a besoin de s'appuyer sur un dialogue social vrai pour permettre d'appliquer le bon compromis social, et non pas pour le préfabriquer à l'aveuglette. Donc tout se lie.

« C'est bien le problème général de nos relations avec le monde de l'entreprise et avec le patronat, en fait, qui se pose là.

« Le Premier ministre Pierre Mauroy l'a évoqué tout à l'heure, le chômage ne se résorbera que si le compromis social s'établit au bon niveau, et c'est possible, et le bon niveau, il est en progrès. Mais dans l'état présent du rapport de force, si nous brutalisons l'appareil de production, combien de chômeurs supplémentaires cela coûtera-t-il ? »

Chevènement : « Nous avons la durée et la volonté »

Jean-Pierre Chevènement s'est, lui aussi, interrogé devant une salle attentive : « Comme l'a dit tout à l'heure Pierre Mauroy, nous avons la durée. Il a ajouté : Nous avons la volonté. La question que je pose est maintenant la suivante : avons-nous la clarté des idées qui va nous permettre de faire passer en effet dans la réalité le changement ? Je crois que ce congrès doit nous permettre de tracer l'axe du change-

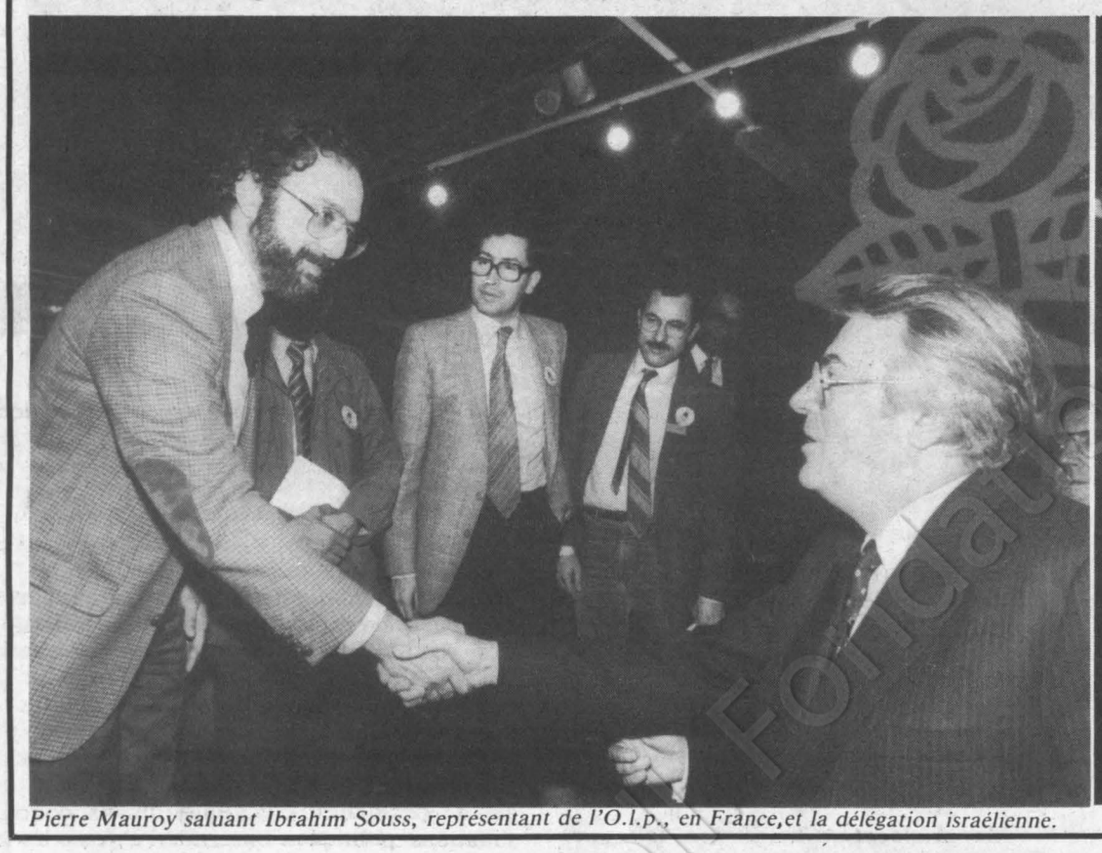


Pascal Lebrun

Boris Ponomarev, chef de la délégation soviétique, l'ambassadeur du Congo et le chef de la délégation chinoise.

Au début de la séance de samedi après-midi, Véronique Neiertz a salué l'ensemble des délégations étrangères présentes au congrès, soit près de trois cents personnalités venues d'Europe de l'Ouest et de l'Est, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, membres de l'Internationale socialiste, de partis communistes ou de mouvements de libération. Compte tenu des repas pris en commun, c'est ainsi une conférence internationale informelle qui s'est déroulée en marge du congrès avec des rencontres insolites telles que celles des délégations soviétique et chinoise (notre photo), des travaillistes israéliens et de l'O.l.p., du Polisario et des Marocains de l'U.s.f.p., etc. Seul le Parti socialiste français peut réunir aujourd'hui un tel aréopage international.

Pascal Lebrun





Pierre Mauroy saluant Ibrahim Souss, représentant de l'O.l.p., en France, et la délégation israélienne.

ment, si nous ne voulons pas nous disperser sur les bas-côtés.

« Vous ne pouvez pas ignorer ce qu'est le calcul de la bourgeoisie, c'est de faire en sorte qu'avec un peu de laisser-aller, un peu d'inflation et beaucoup d'inflation même, la vague du chômage, que nous n'arrivions pas à contrarier, que se dissocie l'accord qui existe aujourd'hui entre le gouvernement et les masses populaires.

« C'est bien ce moment que la grande bourgeoisie attend, ce moment où, effectivement, il n'y aurait plus de soutien pour le gouvernement de la gauche. »

Pour réussir le changement, estime-t-il, il faut « avancer plus vite. » « Avancer, cela signifie prendre le pouvoir » dans l'appareil d'Etat. Mais, « s'il faut par conséquent qu'un certain nombre de changements interviennent, que ce soit dans l'ordre, et dans le calme. Croyez-moi, il ne sert à rien de changer un certain nombre de responsables qui, à tort ou à raison, paraissent liés au régime précédent, si c'est pour mettre à leur place des gens qui, au fond, penseraient de la même manière. Il vaut mieux prendre son temps et mettre en place des gens capables, des gens loyaux, des gens solides, des gens qui puissent effectivement faire en sorte que la volonté populaire entre dans la réalité. »

Ce qui n'empêche pas la rigueur, condition du changement : « rigueur dans la pensée et rigueur dans l'action ». En conclusion, Chevènement a conclu avec humour sur le parti godillot : « Il est peut-être facile de clamer que le Parti socialiste n'est pas un « parti godillot ». Mes chers camarades, ce n'est pas à la portée de tout le monde d'être « godillot ». C'est une belle et bonne chaussure avec laquelle d'ailleurs beaucoup d'entre vous ont fait bien des kilomètres ! Et, pour ma part, je préfère les socialistes en godillots que les socialistes en escarpins ! Mais, à vrai dire, le problème ne se pose pas comme cela. Le problème, c'est de faire en sorte que, dans l'action, le gouvernement et le Parti soient solidaires pour ancrer la France à gauche, pour changer la vie, pour ouvrir vraiment la voie au socialisme. Cela signifie, chers camarades, plus d'élan, plus de courage, plus de dynamisme, pour que ce gouvernement soit vraiment votre gouvernement, pour que ce pouvoir soit votre pouvoir, pour que cet Etat soit votre Etat. (...) »



Sygma

Alain Barrau, Lionel Jospin et Véronique Neiertz.



Laurent Fabius : « Quel est l'enjeu du congrès »

En fin d'après-midi, Laurent Fabius a également insisté sur le rôle du Parti. « Beaucoup, a-t-il rappelé, ont tendance à tout demander au gouvernement, mais, d'une certaine manière, c'est une illusion, comme si le gouvernement pouvait tout, comme s'il n'était pas lui-même, au plan national et international, engagé dans une lutte du même côté que ceux qui veulent le changement. Nous devons expliquer cela aux Français. Nous devons faire comprendre que les contradictions n'ont pas disparu avec le 10 mai, que les résistances sont immenses et, à la place que j'occupe, croyez bien que je les mesure, que la revendication doit s'exercer d'abord auprès des forces économiques dominantes, ce gouvernement est celui des travailleurs, il les aide, il les aidera, mais le dialogue avec le gou-

(suite en page 6)

SPECIAL CONGRES

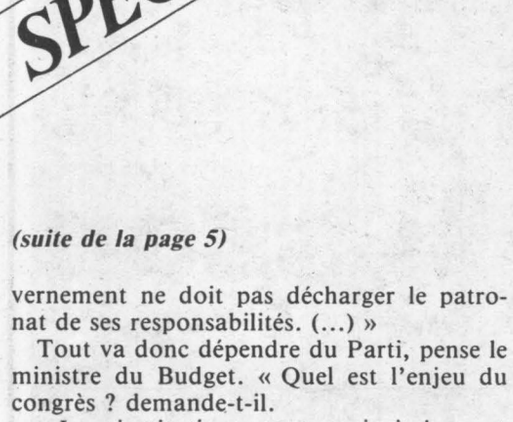
(suite de la page 5)

vernement ne doit pas décharger le patronat de ses responsabilités. (...) »

Tout va donc dépendre du Parti, pense le ministre du Budget. « Quel est l'enjeu du congrès ? demande-t-il.

« Les institutions sont majoritairement entre nos mains : présidence de la République, gouvernement, Assemblée nationale. Nous détenons la majorité absolue. Aucun accident institutionnel n'est normalement possible. Nous avons la durée pour réussir, et elle sera diablement utile dans les difficultés qui viennent.

« La principale, et je dirai même la seule condition pour la poursuite de notre politique, vient donc du Parti lui-même et de son entière cohésion. Raison de plus pour



Pascal Lebrun

tracer — et c'est l'enjeu du congrès — une voie ferme et choisir une direction assurée.

« Oui, chers camarades, c'est le seul changement que, pour ma part, je n'envisage pas.

« Du congrès de Metz au congrès de Valence, notre ligne ne peut pas dévier, car deux ans avant, comme deux ans après, il s'agit toujours de tenir bon ! »

Ce sera aussi la conclusion de Lionel Jospin qui axera son discours de clôture, le dimanche matin, sur le thème : « Nous devons être les gardiens du programme. » Tout le congrès écoutait Lionel Jospin, il parlait depuis une demi-heure — « Evitons les comportements excessifs », disait-il — quand une bombe fumigène, lancée dans le coin des délégations étrangères, lui a coupé la parole. Le Premier secrétaire du Parti a, avec le plus grand calme, demandé aux congressistes de « ne pas donner plus d'importance à cet incident qu'il ne devait avoir ». C'est avec le plus grand sang-froid que les participants sont restés à leur place. A l'endroit où est tombé l'engin, on a craint, un moment, une bombe. Le garde du corps du représentant de l'O.l.p. s'est jeté dessus pour l'éteindre. Cette action, que Jospin a qualifiée « d'acte dangereux dans son principe même » a été revendiquée par un « Comité des insoumis amnistiés » qui sont tenus, malgré l'amnistie, d'accomplir des obligations militaires qu'ils refusent. Une fois le calme revenu, tout le congrès a entonné l'Internationale... et laissé Jospin terminer son discours.

Lionel Jospin conclut le congrès

« Les courants n'ont pas disparu, a-t-il déclaré. Mais il est vrai qu'ils ont choisi de se rassembler, de ne plus s'exprimer politiquement ». « Cela a-t-il était fait parce que nous sommes d'accord ? En grande partie, oui. Y avait-il quelques arrière-pensées tactiques ? C'est possible et je m'en accommode (...). Si nous sommes d'accord sur l'orientation politique, sommes-nous d'accord pour l'appliquer solidairement

Youri Joukov : "Nous ne sommes pas en Afghanistan pour l'éternité"

EN marge du congrès de Valence, Pierre Mauroy puis Lionel Jospin ont rencontré Boris Ponomarev, membre suppléant du Bureau politique du P.c.u.s., qui conduisait la délégation soviétique avec Vadim Zagladine et Youri Joukov. Ce dernier, membre du Comité central et président du groupe parlementaire U.r.s.s.-France du Soviet suprême, a bien voulu répondre aux questions de « l'Unité ».

« L'UNITE » : Youri Joukov, vous êtes un familier des congrès socialistes mais c'est la première fois que le P.c.u.s. y envoie une délégation aussi nombreuse et d'aussi haut niveau. Cela signifie-t-il que l'on porte à Moscou une attention nouvelle à ce qui s'est passé en France depuis le 10 mai ?

YOURI JOUKOV : J'ai effectivement le souvenir des congrès de Nantes et de Metz auxquels j'ai assisté et je tiens à féliciter le Parti socialiste du grand chemin qu'il a parcouru jusqu'à l'élection de François Mitterrand. Je sais que cette route était difficile, que vous avez dû vaincre beaucoup de difficultés. Et pour la première fois depuis des décennies la France a maintenant un gouvernement dirigé par les forces de gauche avec une majorité absolue pour le Parti socialiste. Cela n'est pas arrivé par hasard. C'est le résultat du développement social en France qui rendait nécessaire un changement qui est lui-même dans la logique de l'histoire française. Je suis assez vieux pour me souvenir de l'histoire des soixante dernières années. Je me souviens de l'année 1936, des espoirs et des désespoirs de l'époque, des succès et des déceptions. Je me souviens de l'alliance de fait pendant la Seconde Guerre mondiale quand socialistes et communistes combattaient ensemble contre l'ennemi commun. Je me souviens de la participation des socialistes et des communistes aux gouvernements d'après la Libération. Je sais aussi qu'après les difficultés ont été nombreuses. L'histoire est longue. Mais voilà enfin l'union des forces de gauche réalisée et nous nous en félicitons.

Nous suivons avec grand intérêt les débats de ce congrès de Valence et nous y avons vu la volonté ferme des socialistes français d'utiliser la victoire non comme un aboutissement mais comme un commencement. Plusieurs orateurs ont justement souligné que l'important n'est pas la prise du pouvoir mais bien l'utilisation de ce pouvoir, la réalisation du programme.

— Sur un plan plus large, comment appréciez-vous que depuis 1947 il y ait pour la première fois en Europe occidentale un gouvernement à direction socialiste et participation communiste ?

— Depuis quelques années on prétendait que le socialisme était en recul parce que la droite était revenue au pouvoir en Suède, en Angleterre, etc. En dépit de cela, le courant est resté fort en France, en Allemagne, en Grèce maintenant, en Espagne aussi. Il y a donc bien renaissance du socialisme en Europe. Evidemment, il y a entre socialistes et communistes des divergences plus ou moins sérieuses. Mais il y a aujourd'hui en Europe, au milieu de la situation préoccupante dans laquelle nous sommes, une chance d'avancer vers l'objectif principal qui est de sauvegarder la paix.

Certains parlent d'une menace soviétique. D'autres de la menace américaine. Je crois que Leonid Brejnev a bien défini la situation quand il a dit : « C'est vrai qu'il y a une menace mais elle est dirigée contre tout le monde car c'est la menace de la guerre. » Et nous sommes prêts à lutter, avec les Américains et avec tous les autres, contre cette menace de la guerre, c'est-à-dire à avancer concrètement dans la voie du désarmement. C'est la tâche première des forces progressistes dans le monde, communistes, socialistes et d'autres aussi car nous n'excluons personne. Nous sommes prêts à parler avec tout le monde. Et



Sygma

Boris Ponomarev.

je crois que, désormais, la France pourrait également faire beaucoup. Disons-le franchement, pendant le dernier septennat, on n'a pas voulu parler de la participation au désarmement. Alors que maintenant, le gouvernement à direction socialiste, comme le peuple français tout entier, soutient l'idée qu'il faut reprendre le dialogue sur le désarmement.

— Le président Mitterrand a fait une proposition dans ce sens lors de sa dernière conférence...

— Nous l'apprécions positivement. Nous soutenons d'abord la vieille idée franco-soviétique d'une conférence européenne du désarmement. Nous sommes pour le dialogue bilatéral avec les Etats-Unis qui va commencer le 30 novembre à Genève. Nous soutenons la Conférence de Madrid et toutes les idées qui peuvent en sortir. Nous ne posons aucune condition à la discussion.

— Cela veut dire que vous êtes prêts à discuter des SS.20 en même temps que des fusées Pershing...

— Il ne s'agit pas seulement de cela. Nous sommes prêts à discuter de toutes les armes nucléaires à moyenne portée qui sont en Europe. On ne doit pas oublier qu'il y a déjà un millier de missiles à moyenne portée en Europe occidentale et autant de notre côté. A quoi s'ajoute la menace des nouvelles fusées de l'Otan. Nous sommes prêts à discuter de tout ensemble. Nos SS.4, SS.5, SS.20 ont été installés pour neutraliser, comme disent les militaires, les engins de moyenne portée qui sont déjà en Europe occidentale. Nous sommes prêts à réduire nos moyens nucléaires mais il faut engager les pourparlers.

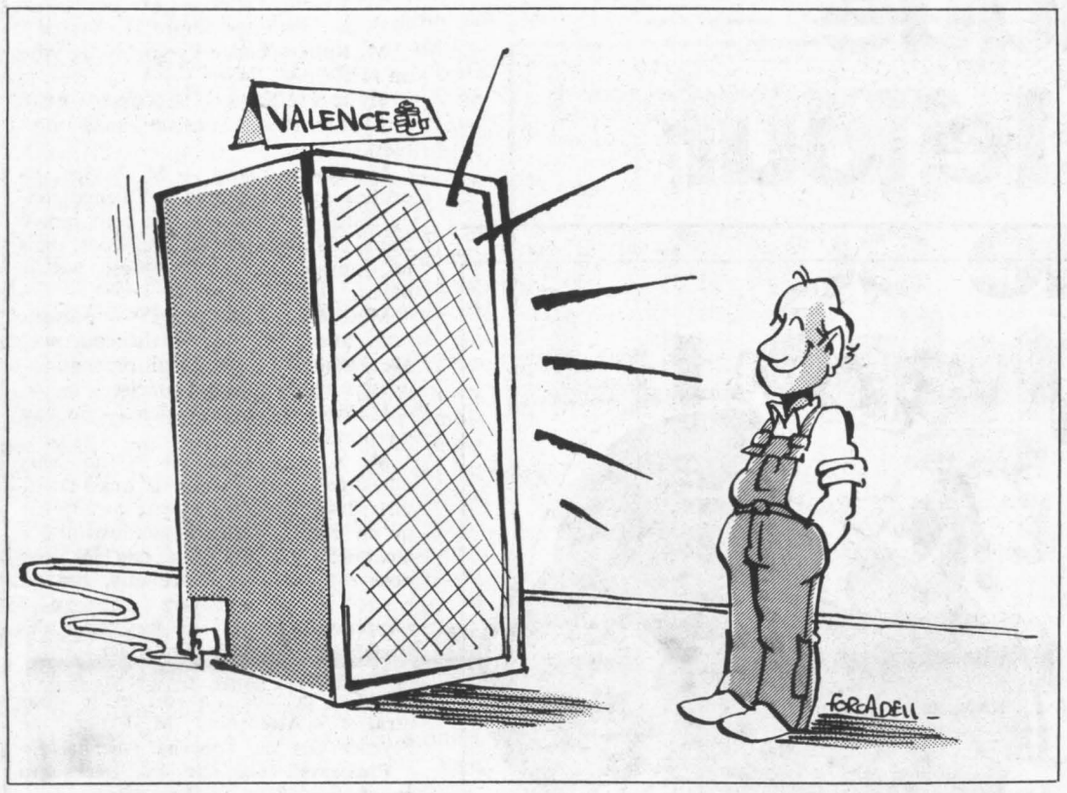
— Que pensez-vous de l'état actuel des rapports bilatéraux entre la France et l'Union soviétique et des premières démarches diplomatiques entreprises par le nouveau gouvernement français ?

— Nous sommes prêts à poursuivre et même à accroître notre collaboration bilatérale à tous les niveaux et dans tous les domaines. Et d'abord dans le domaine économique où nous avons déjà une grande expérience avec, des deux côtés, des intérêts très significatifs comme le prouve, par exemple, le dernier contrat avec Thomson conclu depuis l'arrivée du nouveau gouvernement socialiste. Nous sommes également favorables au développement des échanges culturels sans aucune restriction, des échanges de personnes, etc., ainsi qu'aux consultations politiques bilatérales à tous les niveaux. Nous avions de telles consultations avec le gouvernement précédent. Je ne vois aucun obstacle — au contraire, les conditions sont bien meilleures maintenant — à ce que ce dialogue se développe. Il existe beaucoup de malentendus quand on ne se rencontre pas. Ils peuvent être dissipés si l'on se rencontre et si l'on parle franchement.

— Vous pensez que le problème de l'Afghanistan est un de ces malentendus...

— Certainement. En effet, on ne connaît pas suffisamment la situation là-bas. Sans aborder le problème au fond, je voudrais de nouveau souligner que nous ne sommes pas venus en Afghanistan pour conquérir ce pays ni pour passer de là vers le Golfe persique et prendre le pétrole — nous en avons assez chez nous en Sibérie — mais pour respecter les engagements découlant du traité que nous avons avec l'Afghanistan. Nous ne sommes pas là pour l'éternité. Nous sommes disposés à nous retirer aussitôt que la situation autour de l'Afghanistan sera réglée. Il faut cesser cette guerre non déclarée qui se poursuit. On parle de la résistance afghane mais celle-ci dispose des armes les plus modernes qui proviennent des Etats-Unis. Nous sommes prêts à régler ce problème politiquement sur la base des propositions du gouvernement d'Afghanistan.

Il y a encore de nombreux problèmes dont nous pourrions parler mais le souci numéro un doit être d'éviter la guerre. Tout le reste se situe sur un autre plan. Je suis persuadé que nous pouvons arriver à une action commune avec les socialistes français. La France a son mot à dire pour aider à développer le dialogue.





Pascal Lebrun

Les congressistes entonnant « l'Internationale » après l'incident du fumigène.



lons de la hiérarchie, d'être loyaux vis-à-vis d'une politique approuvée par le peuple. C'est le pouvoir politique, le gouvernement et le Parlement qui expriment la volonté populaire. Ce ne sont pas un certain nombre de hauts technocrates ou de grands dirigeants d'entreprises publiques. »

Nous battre pour lui dans le pays

Lionel Jospin a ensuite évoqué le problème de la presse dont avaient traité précédemment Georges Fillioud et Claude Estier. Pour préciser que « si nous devons la respecter totalement dans son travail, il faut aussi que la presse accepte de nous respecter ». Le Premier secrétaire devait d'ailleurs préciser le soir, au cours d'une émission organisée à Valence par R.t.l. et « Le Monde », sa pensée à ce sujet : « Le Parti socialiste n'est pas tabou, la presse pas davantage ! Les journaux écrivent ce qu'ils veulent, mais nous avons le droit au débat (...). Il n'y a pas à jeter l'anathème, et j'y suis opposé, mais quand un journal titre « La saloperie ! », à moins qu'on ne titre en page deux « La sucrerie » ou « La gourmandise » ou « L'amabilité », il faut bien comprendre que les militants socialistes reçoivent cela comme quelque chose de désagréable, et c'est le moins qu'on puisse dire. Mais, je le répète, je n'ai jamais jeté l'anathème contre aucune rédaction et je ne m'y laisserai jamais aller. »

Et, puisque Lionel Jospin a conclu son discours au congrès sur les relations entre parti et gouvernement, laissons-lui le mot de la fin : « J'entends constamment dire que le Parti doit osciller entre l'Etat P.s. — il devient alors colonisateur — ou le parti godillot — il devient alors colonisé. Ou bien François Mitterrand siffle et j'accours, ou bien je tonne et Pierre Mauroy s'empresse ! Ce qui doit nous intéresser, ce ne sont pas ces caricatures ou ces franges extrêmes. C'est tout l'intervalle. Nous devons être les gardiens du programme. Nous devons rappeler au gouvernement ce programme si nécessaire, mais nous battre pour lui dans le pays. » ●

dans la direction du Parti ? C'est à cette dernière question qu'il convenait que le congrès réponde (...). Si nous nous mettons d'accord ensemble, pour ce qui concerne le Parti socialiste, on est condamné à la solidarité pour deux ans. »

A propos des têtes à « faire tomber », le Premier secrétaire s'est avoué « irrité par le verbalisme dont certains ont fait preuve en évoquant ce problème ». Ajoutant : « Quand, aux Etats-Unis, les républicains succèdent aux démocrates, toute l'administration est balayée et, au nom du système des dépouilles, l'ensemble des têtes roulent (...). Il est vrai qu'il existe en France une tradition autre et que l'assimilation avec les Etats-Unis ne peut pas être faite entièrement (...). Il s'agit simplement de demander aux serviteurs de l'Etat, à tous les éche-

Réponse à Philippe Tesson

PAR CLAUDE ESTIER

VOUS avez consacré dans « le Quotidien de Paris » de lundi un long article aux propos que j'ai tenus au congrès de Valence sur les problèmes de l'information en général et sur votre journal en particulier.

Avant de vous répondre, je voudrais vous rassurer, si toutefois vous êtes réellement inquiet. En parlant des « socialistes qui veulent votre mort » vous vous trompez d'adresse. C'est le régime précédent qui a tout fait pour étouffer la presse d'opinion et les journaux à faible tirage. C'est le gouvernement socialiste qui a annoncé des mesures d'aide à cette presse-là. Je m'en réjouis et si j'ai quelque mot à dire en la matière, je m'emploierai à ce que « le Quotidien de Paris » bénéficie de cette aide même si son opinion n'est pas la mienne.

J'en viens maintenant au fond de votre réponse pour montrer à quel point elle est inadaptée à ce que j'ai dit à Valence. Peut-être cela tient-il au fait que vous n'étiez pas présent au congrès et que vous n'avez pas pris la peine de lire mon discours pourtant reproduit correctement, je vous en donne acte, dans les colonnes de votre journal. Vous portez trois accusations : la mauvaise foi, la dénonciation, l'appel au boycott. Reprenons-les l'une après l'autre.

1) LA MAUVAISE FOI. « Claude Estier, écrivez-vous, prend prétexte pour désigner « le Quotidien de Paris » à la colère des socialistes du commentaire de notre journal sur les propos hystériques d'un député de l'Essonne. »

La mauvaise foi, c'est vous, Philippe Tesson. Je n'ai à aucun moment mis en cause le commentaire et encore moins son auteur, mais le titre « la saloperie » qui était, dans son caractère provocateur, digne des manchettes de « Minute ». Je crois d'ailleurs savoir, à vrai dire je sais, que vous avez vous-même été choqué de ce titre quand vous l'avez découvert et que vous l'avez dit à l'intérieur comme à l'extérieur du journal.

2) LA DENONCIATION. « A la tribune de Valence, écrivez-vous encore, Claude Estier a évoqué les liens supposés du « Quotidien de Paris » avec l'industrie pharmaceutique. » Et vous ajoutez qu'il s'agit d'une « assertion mensongère et diffamatoire dans son intention ». Vous moquez-vous de moi, Philippe Tesson ? C'est à moi que vous voulez faire croire que « le Quotidien de Paris » est un journal « auto-financé » ? Qu'il n'a aucun lien avec le « Quotidien du médecin » et que celui-ci est complètement étranger à l'activité de certains laboratoires pharmaceutiques ? Il est curieux que vous appeliez aujourd'hui dénonciation ce que chacun, dans le monde de la presse, connaît depuis fort longtemps. Je sais bien que ces choses-là, habituellement, ne se disent pas. Et bien, moi, je les dis, non pas pour vous diffamer — où est la diffamation ? — mais parce que je vois un rapport entre les liens en question et le virage que votre journal a pris depuis l'élection de François Mitterrand et l'arrivée au pouvoir de la gauche.

3) L'APPEL AU BOYCOTT. Il s'agit, dites-vous, d'un « procédé inqualifiable ». Mais comment qualifiez-vous le procédé qui consiste à attaquer chaque jour les socialistes en déformant leurs propos, en caricaturant leur pensée, en répandant sur leur politique les contre-vérités et les analyses fielleuses ?

Quand je demande aux socialistes — sans d'ailleurs me faire d'illusions — de ne pas écrire dans votre journal, je ne lance pas un appel au boycott — je leur aurais alors demandé de ne pas l'acheter — mais un appel au bon sens : pourquoi des socialistes apporteraient-ils leur caution à un journal qui les combat avec tant d'acharnement ?

Car finalement, Philippe Tesson, le vrai problème est là et je veux vous contraindre à l'admettre. Jusqu'en mai dernier, « le Quotidien de Paris » se situait dans une espèce de « no man's land » politique où chacun pouvait trouver de quoi se satisfaire. Depuis l'élection de François Mitterrand, que vous avez vigoureusement combattue — ce qui était votre droit — vous en avez fait un journal militant, chaque matin au premier rang du combat contre le pouvoir socialiste. C'est votre choix, mais ne vous étonnez pas des conséquences. Vous n'êtes pas un homme neutre, Philippe Tesson, vous n'êtes pas un intouchable. Vous êtes descendu dans l'arène. Et si, dans l'arène, on peut porter des coups, on doit aussi être capable d'en recevoir. C'est quelque chose que j'ai appris à force d'être depuis si longtemps un journaliste engagé. Vous, vous êtes encore un débutant en la matière. Mais de grâce, ne poussez pas des cris d'orfraie quand on vous attaque. Vous êtes parfaitement libre de ne pas aimer les socialistes. Vous voudriez qu'en plus nous nous taisions et peut-être que nous vous disions merci ? ●

Politique au jour le jour

Assemblée : les absents n'ont pas toujours tort !

Vide... Ou presque. C'est ainsi que le petit écran cadre deux fois par jour l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Et c'est bien là, pas de doute, qu'est discutée la loi sur les nationalisations. Une loi qui engage notre avenir. A gauche, comme à droite, on ne cesse de nous le répéter. Mais où sont passés nos quatre cent quatre-vingt-dix députés, ceux, justement, que nous avons élus pour préparer notre avenir et défendre nos intérêts de citoyens ? Où sont passés les deux cent quatre-vingt-six députés socialistes ? « Il n'y a pas de jour où les électeurs de ma circonscription ne me posent cette question », affirme René Souchon, le député-maire d'Aurillac, rencontré au hasard dans les couloirs du Palais-Bourbon. Quelquefois c'est plus agressif et c'est même carrément « Alors qu'est-ce que vous f... » Du coup le député Souchon s'explique : « Il n'y a pas que le Palais-Bourbon, il y a aussi ma circonsription et ma mairie. »

Le député auvergnat — mais la plupart des provinciaux, surtout s'ils sont aussi maires d'une ville, font comme lui — passe trois jours par semaine à l'Assemblée et quatre jours en Auvergne dont un entièrement consacré à sa circonscription. « J'ai conscience de faire un bon travail de député », assure-t-il. Ce système lui a plutôt bien réussi puisque si en 1977 il avait été élu — c'était une partielle — avec trois cents voix d'avance sur la ville d'Aurillac, au mois de juin dernier il a devancé son adversaire de trois mille cinq cents voix. Mais quand le député du Cantal est à Paris est-il présent dans l'hémicycle ? « Contrairement aux apparences ce n'est pas le travail dans l'hémicycle qui est le plus important mais bien le travail en commission. »

Alors qu'on discute, en séance, des nationalisations, la commission des Finances se réunit pratiquement tous les jours pour préparer la discussion sur le budget et sur l'impôt sur la fortune. Deux semaines de travail en commission avaient précédé le débat sur la loi de nationalisation. Le groupe socialiste, quant à lui, se réunit une fois par semaine et, en cas de force majeure, trois fois par jour. Les députés sont, en effet, partagés en six commissions permanentes — sans distinction d'appartenance politique : Affaires culturelles, familiales et sociales, Affaires étrangères, Défense nationale, Finances, Lois constitutionnelles, Production et Echanges. Une commission spéciale « nationalisations » avait préparé depuis le mois de septembre le fameux débat. Pour chacun des chapitres du budget un rapporteur spécial (principal) venant obligatoirement de la commission des Finances et un ou deux rapporteurs « pour avis » planchent devant la commission. Ainsi pour le budget des Affaires culturelles qui vient en discussion, le 4 novembre, le rapporteur spécial sera le socialiste Jean-Paul Planchou de la commission des Finances et le rapporteur pour avis, le député socialiste de la Drôme, Rodolphe Pesce.

Emploi du temps de notre député socialiste de base, René Souchon, pour la matinée du 27 octobre :

1) réunion des commissaires socialistes de la commission des Finances, objet : l'impôt sur la fortune ;

2) réunion des élus socialistes sur le budget de l'agriculture ;

3) réunion de la commission de la Production et des Echanges qui examine le budget du commerce et de l'artisanat ;

4) réception d'une délégation des U.r.p.

Les réunions sont toutes à la même heure : « Il faut faire un choix », dit notre député qui à 12 h 30 prend un avion pour l'Angleterre, direction Bassetlaw, patrie de Robin des Bois, jumelée avec Aurillac : les échanges scolaires ne sont pas ce qu'ils devraient être et le voyage du maire d'Aurillac est indispensable pour les ranimer. Alors l'hémicycle...

Pour le débat sur les nationalisations, ils étaient toujours au moins trente dans l'hémicycle. Une dizaine de l'opposition, quatre ou cinq communistes et quinze à vingt socialistes ou apparentés.

Autre explication à « l'absentéisme » des députés dans l'hémicycle : le travail au sein des groupes politiques permet aux députés de déléguer certains d'entre eux pour défendre le point de vue du groupe. Etre assidu en séance permet aux « inconnus » de se faire un nom. Mais gare au retour de bâton : les statistiques montrent que ce sont eux les plus facilement battus aux élections suivantes. Pour la raison qu'ils sont trop rarement dans leur circonscription.

Pas rassurant quand même tout ça pour l'électeur-téléspectateur : bon, d'accord les députés travaillent, comme des forçats, souvent, mais

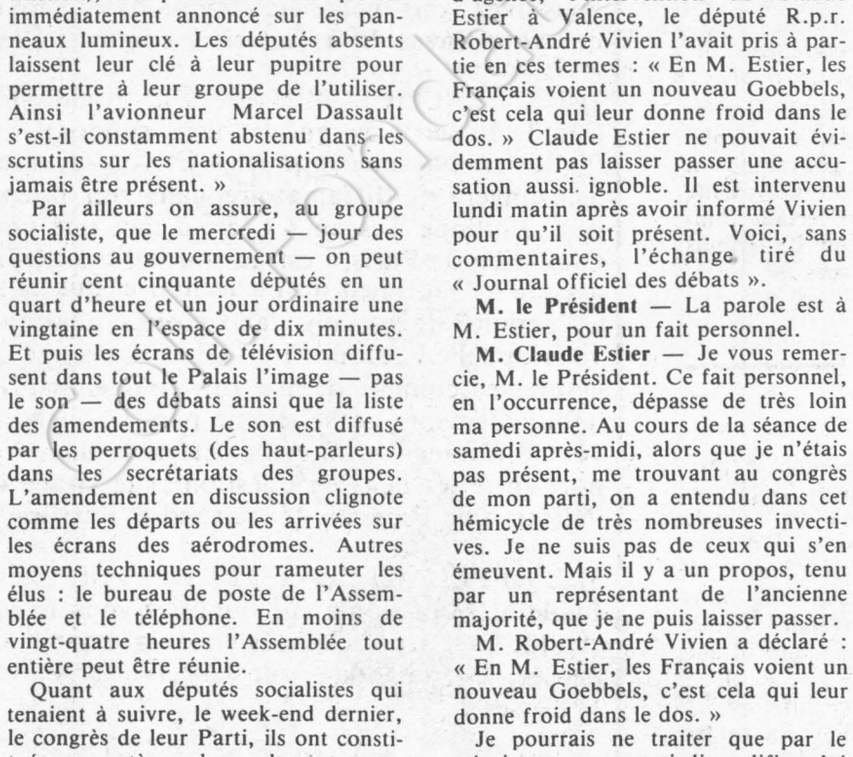


l'hémicycle est vide... alors si une loi était votée par surprise ? « Impossible, répond-on au secrétariat du groupe socialiste. Si à un moment du débat sur les nationalisations nous avions été minoritaires dans l'hémicycle ou simplement à égalité, nous aurions demandé un scrutin public. Le scrutin public est annoncé par sonnerie dans tout le Palais pendant cinq minutes. Chaque député peut alors se rendre dans l'hémicycle et à l'aide de sa clé qu'il introduit dans son pupitre sous la lettre P (pour), C (contre) et A (abstraction), il exprime son vote qui est immédiatement annoncé sur les panneaux lumineux. Les députés absents laissent leur clé à leur pupitre pour permettre à leur groupe de l'utiliser. Ainsi l'avionneur Marcel Dassault s'est-il constamment abstenu dans les scrutins sur les nationalisations sans jamais être présent. »

Par ailleurs on assure, au groupe socialiste, que le mercredi — jour des questions au gouvernement — on peut réunir cent cinquante députés en un quart d'heure et un jour ordinaire une vingtaine en l'espace de dix minutes. Et puis les écrans de télévision diffusent dans tout le Palais l'image — pas le son — des débats ainsi que la liste des amendements. Le son est diffusé par les perroquets (des haut-parleurs) dans les secrétariats des groupes. L'amendement en discussion clignote comme les départs ou les arrivées sur les écrans des aérodromes. Autres moyens techniques pour rameuter les élus : le bureau de poste de l'Assemblée et le téléphone. En moins de vingt-quatre heures l'Assemblée tout entière peut être réunie.

Quant aux députés socialistes qui tenaient à suivre, le week-end dernier, le congrès de leur Parti, ils ont constitué un système de roulement entre Valence et l'Assemblée nationale. Au grand dam de la droite qui aurait bien voulu que la tenue du congrès socialiste fasse encore durer un peu plus le débat sur les nationalisations.

EMMANUELE PLAS



L'échange Estier-Vivien

Samedi dernier, à l'Assemblée nationale, évoquant, d'après une dépêche d'agence, l'intervention de Claude Estier à Valence, le député R.p.r. Robert-André Vivien l'avait pris à partie en ces termes : « En M. Estier, les Français voient un nouveau Goebbels, c'est cela qui leur donne froid dans le dos. » Claude Estier ne pouvait évidemment pas laisser passer une accusation aussi ignoble. Il est intervenu lundi matin après avoir informé Vivien pour qu'il soit présent. Voici, sans commentaires, l'échange tiré du « Journal officiel des débats ».

M. le Président — La parole est à M. Estier, pour un fait personnel.

M. Claude Estier — Je vous remercie, M. le Président. Ce fait personnel, en l'occurrence, dépasse de très loin ma personne. Au cours de la séance de samedi après-midi, alors que je n'étais pas présent, me trouvant au congrès de mon parti, on a entendu dans cet hémicycle de très nombreuses invectives. Je ne suis pas de ceux qui s'en émeuvent. Mais il y a un propos, tenu par un représentant de l'ancienne majorité, que je ne puis laisser passer.

M. Robert-André Vivien a déclaré : « En M. Estier, les Français voient un nouveau Goebbels, c'est cela qui leur donne froid dans le dos. »

Je pourrais ne traiter que par le mépris un propos qui disqualifie celui qui l'a tenu. Mais il n'est pas possible, pour la dignité et pour l'honneur de l'Assemblée nationale, qu'un député français assimile un autre député français à ce qui a été l'incarnation la plus ignoble du nazisme, ce nazisme que M. Robert-André Vivien, comme moi-même, avons combattu quand nous en avions l'âge, dans les rangs de la Résistance.

Ou bien M. Vivien pense que je suis un nouveau Goebbels et alors j'ai le regret de lui dire, à lui et à tous ses amis gaullistes réunis autour de lui, que je ne me sens plus rien de commun avec lui. Ou bien il ne pense pas ce qu'il a dit et alors je lui demande de bien vouloir retirer ses paroles et de me faire les excuses qui conviennent *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).*

M. le Président — Il n'est pas de tradition d'enchaîner fait personnel sur fait personnel ; cependant, étant donné l'appel lancé par M. Estier à M. Robert-André Vivien, je donne la parole à celui-ci, étant bien entendu qu'on en restera là.

M. Robert-André Vivien — Tout d'abord, je remercie M. Estier de la courtoisie qu'il a eue de me faire prévenir, ce matin à 10 h 30, qu'il me mettrait en cause. Cette courtoisie m'a été très agréable.

Mme Halimi — Courtoisie que vous n'aviez pas eue envers lui : vous l'avez pris à partie en son absence !

M. Robert-André Vivien — ...J'ai rappelé en votre absence samedi, M. Estier, qu'après vingt ans de rapports avec l'O.r.t.f., après une présidence de l'intergroupe d'étude sur les problèmes d'information et après sept ans comme administrateur d'Antenne 2, ma fierté était de pouvoir défier qui que ce soit de m'accuser d'être intervenu sur le contenu de l'information.

Cela dit, M. Estier, vous lirez dans le «Journal officiel» plus complètement que dans l'analytique, bien qu'il soit un excellent raccourci, ce que j'ai déclaré. A M. Labarrère, selon qui les Français avaient froid dans le dos, j'ai répondu : « En M. Estier, les Français voient un nouveau Goebbels, c'est cela qui leur donne froid dans le dos. »

Pourquoi monsieur Estier ? Je ne vais pas relire les dépêches maintenant, mais les propos qu'elles rapportaient étaient très inquiétants. Ou l'A.f.p. a déformé vos paroles, auquel cas vous aurez mes excuses...

M. Claude Estier — Ne tournez pas autour du pot ! Je vous ai posé une question. Il s'agit du mot « Goebbels » et non de ce que j'ai dit à Valence.

Retirez-vous le mot « Goebbels » ?

M. Robert-André Vivien — Je vais vous répondre. Pour abréger mon propos, je vous conseille la lecture du « Quotidien de Paris » de ce matin *(Exclamations et rires sur les bancs des socialistes).*

Mme Halimi — Au fait !

M. Robert-André Vivien — et notamment de l'excellent éditorial de Philippe Tesson que je reprends à peu près avec moins de talent.

M. Claude Estier — Me permettez-vous de vous interrompre, M. Vivien ?

M. Robert-André Vivien — Je vous en prie.

M. le Président — La parole est à M. Estier avec l'autorisation de l'orateur.

M. Claude Estier — M. Vivien, les propos que j'ai tenus à Valence sont de notoriété publique. Ils sont reproduits, et souvent même déformés, dans les journaux. Mais là n'est pas le débat.

Mon débat avec vous — puisque vous avez fait état de la courtoisie avec laquelle je vous ai prévenu — porte sur une question précise.

M. Robert-André Vivien — Je vais y répondre.

M. Claude Estier — Je ne peux admettre, avec, je crois, la quasi-unanimité des membres de cette assemblée, qu'un député français soit assimilé à Goebbels. La question que je vous pose est celle-ci : est-ce que, oui ou non, vous retirez ce mot ? *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes).*

M. Robert-André Vivien — Je vais modifier ce que j'ai dit et je vous dirai : « Attention, M. Estier, ne devenez pas un nouveau Goebbels ! »

Plusieurs voix sur les bancs du groupe socialiste — Lamentable !

M. le Président — L'incident est clos.

Fleurir les ambassades le jour des Morts

Le 2 novembre, il est de coutume d'honorer ses morts, ceux de sa famille. L'association « Liberté court toujours » (1) considère que nous devons aussi beaucoup à ceux qui sont morts pour avoir voulu faire respecter les droits de l'homme et propose de commémorer symboliquement leur souvenir. Le jour des Morts doit dorénavant devenir d'abord leur jour. Ainsi le 1er novembre 1981, l'association « Liberté court toujours » appelle à un rassemblement au Trocadéro à 15 heures afin de symboliquement fleurir quelques ambassades de pays violant plus particulièrement les droits de l'homme. Puis à 18 heures une célébration à l'église Saint-Merri (76, rue de la Verrerie 75004 - Paris) où sont invitées les personnes de toutes confessions et sans confession à venir se recueillir à la mémoire des victimes des droits de l'homme.

Parmi son comité de soutien, on relève les noms de Wladimir Boukowsky, Haroun Tazieff, Jean Elleinstein, Monseigneur Etchegaray, Alfred Koestler...

(1) Etudiants de diverses disciplines (médecine, droit, sciences po., Beaux Arts...) sont groupés au sein de l'association loi 1901 : « Liberté court toujours » 99, rue du Bac 75007 - Paris.

Les entretiens du jeudi

12 novembre : Gilbert Mitterrand, député de la Gironde.

Christiane Mora, secrétaire nationale de la Communication-Propagande.

19 novembre : Max Gallo, écrivain, député des Alpes-Maritimes.

Michel Pezet, secrétaire national de l'Urbanisme et à l'Environnement, Premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône.

26 novembre : Jean Pronteau, secrétaire national aux Etudes, directeur de l'Institut socialiste d'études et de recherches (I.s.e.r.). Véronique Neiertz, secrétaire nationale aux Relations internationales, et aux Luttes des femmes, députée de la Seine-Saint-Denis.

3 décembre : Alain Busnel, secrétaire national adjoint au Secteur public.

Pierre Castagnou, délégué national du P.s. aux cadres, conseiller technique au secrétariat général de la Présidence.

10 décembre : Denise Cacheux, maire-adjointe de Lille, députée du Nord.

Claude Estier, porte-parole du groupe parlementaire socialiste, député de Paris.

17 décembre : Lionel Jospin, Premier secrétaire du P.s., député de Paris.

Les entretiens ont lieu salle Marie-Thérèse Eyquem, 10, rue de Solférino à partir de 19 h précises, jusqu'à 21 h.

Paribas: le mur de l'argent existe, nous l'avons rencontré

PAR JEAN-PAUL PLANCHOU
député de Paris

LE départ honteux de Pierre Moussa de la présidence de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas n'est, en vérité, qu'une péripétie — mais également une étape — dans le bras de fer engagé entre les milieux financiers, cosmopolites par définition, et le gouvernement de gauche, démocratiquement élu. L'affaire de Paribas-Suisse illustre l'intensité croissante de la résistance opposée par le mur de l'argent aux transformations économiques et sociales engagées depuis le 10 mai. Elle est significative de la résolution du grand capital à refuser activement le verdict populaire quitte à porter atteinte à l'intégrité et au crédit de notre pays.

Après que des cessions croisées de capital aient été réalisées les 5 et 7 octobre derniers par Paribas entre la Cobepa, filiale belge du groupe, et Paribas-Suisse de telle manière que dans cette filiale-ci la compagnie mère française perde le contrôle et que son influence devienne minoritaire dans l'établissement belge, une augmentation de 50 000 francs à 280 000 millions de francs suisses (!) du capital de Pargesa Holding, autre filiale suisse du groupe — jusqu'alors en sommeil — est souscrite le 8 octobre par les groupes américain Becker, canadien Power Corp. et belge Frères, partenaires d'ailleurs habituels de Paribas. Le lendemain, 9 octobre, les moyens ayant été donnés à cette société, Pargesa lance une offre publique d'échange sur Paribas-Suisse pour la faire échapper à la nationalisation, alors qu'elle procède dans le même temps à une nouvelle augmentation du capital porté à un milliard de francs.

La minutie et les soutiens avec lesquels le maître d'œuvre a pu travailler révèlent que les plus hauts responsables de la compagnie financière ne pouvaient pas ne pas être impliqués très directement dans cette affaire. D'autant qu'il aura fallu mobiliser plus de huit cents millions de francs français pour aboutir et que le président de Paribas-Suisse est dans le même temps le directeur général de la compagnie financière.

La suite de l'épisode consistera dans la cession de Cobepa à des actionnaires étrangers. Ainsi deux des actifs internationaux — parmi les filiales stratégiques du groupe — auront été soustraits à la nationalisation...

Pourtant, Moussa, encore président de Paribas le 2 octobre dernier, dans un grand quotidien du soir — alors que l'opération de Paribas-Suisse se tramait — se voulait le champion « du maintien d'une substance, d'un patrimoine, nés du génie français » qui « du temps où il était purement privé, a tout de même œuvré pour l'intérêt général » (sic !).

Oui, tout réside dans l'appréciation par ces financiers de l'intérêt général qui, au vu des événements, n'a rien de national ! La logique qui meut ces compagnies est d'abord financière et supranationale.

Mais la nationalisation des deux compagnies financières Paribas et Suez, votée l'autre nuit par l'Assemblée nationale, n'est pas une sanction prise à l'encontre de ces graves agissements d'incivisme. Elle est la volonté politique, claire et positive de soumettre à l'intérêt national, en vue de financer une nouvelle politique économique cohérente, notamment industrielle, la fonction jusqu'ici essentiellement capitaliste et spéculative de ces groupes.

Ceux-ci, appelés par les intérêts du « grand large », pleinement insérés dans la nouvelle division internationale du travail, ne contribuent même plus de façon dynamique à la restructuration du capitalisme du pays. Ils procèdent à des coups boursiers sans réelle logique industrielle. La prise de contrôle d'Empain-Schneider ne fut à cet égard que l'occasion d'acquérir à bon compte un groupe dont la restructuration devra être désormais entreprise de l'intérieur, avec l'aide des pouvoirs publics.

Nombreuses sont les entreprises contrôlées par ces deux compagnies, comme Valéo-Ferodo chez Suez par exemple, qui rencontrent aujourd'hui des difficultés considérables parce que ces établissements ont démissionné de leurs responsabilités d'actionnaires et de conseil en ingénierie financière. Pour tous ces cas, il faudra évidemment requérir l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire finalement en appeler au contribuable !

Le pouvoir de ces compagnies dans les entreprises qu'elles contrôlent est considérablement renforcé par le rôle de principal banquier qu'elles y jouent le plus souvent. L'ex-président de Paribas n'affirmait-il pas d'ailleurs sa croyance en « la profonde utilité (!) de la synergie entre les activités bancaires et de portefeuille de son groupe » ?

La maximalisation du profit qu'elles tirent de ces entreprises privées, ou semi-publiques dans le secteur foncier, dont elles sont à la fois le propriétaire et le banquier est significative de leur centre d'intérêt.

Le poids économique de ces compagnies est tout aussi considérable de par la conjugaison de leurs activités industrielles et bancaires que l'est leur rôle pervers aux dépens de l'objectif d'une restructuration cohérente du tissu industriel de ce pays.

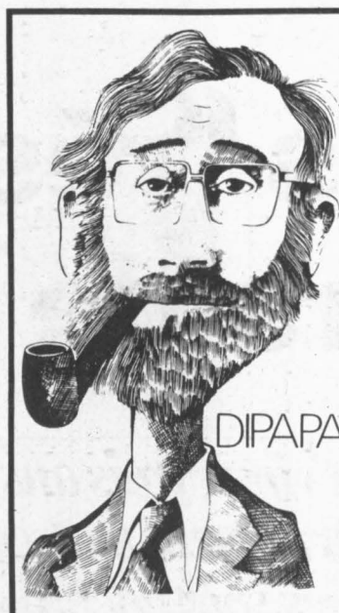
Quand d'aucuns vantent les capacités internationales de ces groupes financiers, soulignons simplement que leur activité est bien plus orientée dans la gestion des gros portefeuilles que dans le financement du commerce extérieur, essentiellement pris en compte par les banques nationales.

L'appropriation publique de ces structures financières constitue donc l'acte premier en vue de restaurer leur capacité réelle de banques d'affaires — et non d'instruments d'affairisme —, c'est-à-dire d'organismes de financement des investissements lourds susceptibles d'assurer une reconquête progressive du marché intérieur et l'indépendance économique de la France.

Mais pour ce faire, nous devrons nous soucier d'affirmer la « force de frappe » financière de ces établissements, tandis que nécessairement les structures diverses de ces groupes devront être sérieusement remodelées.

Il s'agit là de l'acte second, celui relatif à la prochaine « loi bancaire » qui aura à définir la configuration et la fonction des organismes chargés de financer l'investissement à moyen et long termes conformément aux orientations du Plan. ●





DIPAPACÉQUOI

Le jeu parlementaire



par Piem

LE Palais-Bourbon bourdonnait encore de quelques bougonneries. Le Président venait de lever la bienséance. Les gros mots se précipitèrent les premiers vers la sortie ; un mot dépassait une pensée. C'était la joyeuse bousculade des bien-pensants et des écorchés vifs, des mal-torchés et des pardonnez-nous nos offenses.

Sur ses longs pieds allant je ne sais où, un Murville au long Couve plissotait sa figure de rhétorique.

Le Député Berson avait déchiré le voile du Temple de la finance et l'on pouvait apercevoir le turpitude du mur de l'argent. La mitraille s'éparpillait sur les gradins. La rumeur de Valence emplissait l'hémicycle.

L'enfant assistait à la scène. Son jeu lui avait appris à ne pas prononcer un mot plus haut que l'autre mais, cette fois, l'exemple aidant, il avait hissé un « vendu » sur un « voyou », un « profiteur » sur un « étrangleur » et assis au sommet de cette escalade verbale il demanda :

— Dipapacéquoi le jeu parlementaire ?
— un jeu de monopoliste
— je t'échange la paix de la rue contre deux « gâre à toi »
— j'hypothèque l'avenir
— je passe par la case départ des capitaux
— et j'ouvre un compte en Suisse
— tu vas en prison
— tu recules de trois cases
— tu triches
— je ne joue plus
— mauvais joueur
— râleur !
— tricheur !

Empilant les injures l'enfant se retrouva bientôt au plafond de l'hémicycle.

Il y a débats il y a des hauts.
Les murmures de la discorde ne parvenaient plus jusqu'à lui, aussi, profitant de sa position élevée, il regarde bien au-delà en direction des lendemains qui chantent.

— Dipapacéquoi un débat ?
— une confrontation d'idées
— c'est quoi une idée ?
— une certaine idée de la France.

A cette idée-là les injures s'effacèrent devant l'intérêt national et l'enfant se retrouva dans les bras de son père.

POLICE

Des "résistances" hors de saison, là aussi

Pendant vingt-trois ans, la droite a voulu faire de la police son bras armé terrassant tout ce qui était contraire à son ordre politique. Les traces sont encore vives, les cicatrices pas refermées, les responsables toujours en place...

PAR HENRI CAMBRON

DANS une proportion égale à celle des autres classes sociales, les policiers — citoyens à part entière — ont voté pour François Mitterrand. C'était le 10 mai. Et pour bon nombre de ces cent dix mille fonctionnaires, l'heure du changement avait sonné.

Mais pour certains hauts responsables de la police, l'écho de la victoire socialiste a pris la tonalité du glas. Ils se sont souvenu que, durant près de trois décennies, ils avaient contribué à métamorphoser un service public conçu pour l'avantage de tous en une institution servile utilisée par ceux auxquels elle était confiée. Et ces commis de la doctrine « droitiste » ont attendu que le glaive fasse justice. Il n'en a rien été. Tout simplement parce que les socialistes, respectueux des traditions républicaines, ont voulu croire que ces fonctionnaires, dont le rôle est de servir l'« Etat », étaient des légalistes. Et, dans cet esprit, l'idée qu'ils reconnaîtraient dans le nouveau gouvernement la volonté du changement affirmée démocratiquement, le 10 mai dernier, ne faisait aucun doute.

Ainsi naissait pour des milliers de policiers et des millions de Français, l'espoir. Espoir de voir redéfinir le rôle de la police et de ses missions.

Dès sa prise de fonction au ministère de l'Intérieur, Gaston Defferre a nommé à ses côtés deux hommes appréciés par la base. L'un, Maurice Grimaud, ancien préfet de police — qui s'est illustré par sa sérénité et son humanisme durant les événements de Mai-68. L'autre, Gérard Monate, gardien de la paix à la retraite, ancien responsable syndical et fondateur de la puissante Fédération autonome des syndicats de police (F.a.s.p.). Le ton était donné. Les grands principes d'une rénovation morale de ce corps d'Etat étaient jetés : développement de la prévention, respect des libertés individuelles et collectives, respect de la personne humaine, réconciliation du policier et du citoyen, accroissement des moyens en vue d'assumer une plus grande sécurité des Français.



Sygma

Gaston Defferre assistant à la promotion Linck des inspecteurs de la police nationale, le 22 octobre dernier.

Il faut noter que cette conception du métier de police a toujours été revendiquée par une très large majorité des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police. Mais hélas ! le régime précédent a scindé volontairement la police de la nation. Durant vingt-trois ans, il a contribué à instaurer dans l'opinion publique l'idée force que la police était « son » bras armé terrassant tout ce qui était contraire à son ordre politique.

Et c'est bien là que le bât blesse. En effet, pour obtenir un tel résultat, il a fallu l'acquiescement d'une partie de la haute hiérarchie administrative. Le système a nécessité des policiers dociles, convaincus surtout de la philosophie et de la stratégie de l'ancienne politique gouvernementale. Le temps a passé où pour faire carrière il fallait appartenir au S.a.c. Cependant, les postes clés de la police n'ont pas été innocemment attribués. Les responsabilités ont été confiées aux seuls « biens-pensants ». Les uns, à la police municipale, aux Renseignements généraux et aux services spéciaux, afin de s'assurer un instrument de répression aveugle, lorsque l'ancien gouvernement voulait mater la contestation descendue dans la rue. Les autres, à la police judiciaire, pour avoir la certitude qu'une « affaire délicate » n'échapperait pas au contrôle politique. Et on sait combien « d'affaires délicates » ont jalonné l'ère giscardienne.



A.f.p.

Le commissaire Joly, patron de la police du métro de Paris.

Ainsi, au fil du temps, on a connu les événements du 23 mars. Date d'une manifestation de sidérurgistes où le service d'ordre d'un syndicat avait interpellé en flagrant délit un « policier casseur ». Stratégie classique de l'époque utilisée dans le but de faire passer les travailleurs pour de dangereux trublions. Il est vrai que cette technique avait déjà fait ses preuves. Par exemple, en mars 1978, lorsque Christian Bonnet, ancien ministre de l'Intérieur, avait voulu mêler aux cinq mille cultivateurs protestant contre les montants compensatoires les deux cents élèves de l'école de police de Vannes. De telles actions n'ont pu avoir lieu qu'avec la complicité de responsables de la police. Devoir commandé par l'autorité légitime ? Non. La loi donne le droit à tout policier de refuser un ordre lorsqu'il est contraire à la morale, à la Constitution et aux textes en vigueur. Devant ces pratiques, une seule voix s'est indignée : celle de Bernard Deleplace, alors secrétaire général du Syndical général de la police.

Et puis, il y a les autres affaires. On sait aujourd'hui que des commissaires de police de la D.s.t. ont été mêlés de près à un attentat perpétré en Bretagne. Attentat qui a été attribué au F.l.b. Et ces mêmes policiers, au mépris de toute légalité, d'arrêter sur « lettre de cachet » de Valéry Giscard d'Estaing, Roger Delpey, homme clé de l'affaire des diamants.

Ne doit-on pas s'interroger sur le rôle joué par certains directeurs et commissaires ? Ces fonctionnaires qui, par exemple, ont délibérément caché des pièces de justice importantes après l'assassinat du prince de Broglie. D'ailleurs, le procès qui doit s'ouvrir devant la cour d'assises de Paris, le 4 novembre prochain, ne manquera certainement pas de mettre en exergue ces comportements bizarres. Comportements qui se sont déjà révélés lors de l'enquête menée par la « commission spéciale » à l'Assemblée nationale demandée par les socialistes.

Que doit-on penser de l'étrange conduite de ces mêmes hommes au cours de certaines enquêtes. En particulier lorsqu'un magistrat a donné des instructions précises sur les recherches à effectuer dans les milieux néo-nazis, et que ces policiers, affichant publiquement leur mépris, en font fi.

Est-il concevable que des commissaires de police aux idées très proches de celles du G.r.e.c.e. (nouvelle droite) inspirent la loi dite « Sécurité et liberté » ? Plus précisément les passages concernant la prolongation du délai de garde à vue et la législation des contrôles d'identité. Et ce n'est pas non plus un hasard si, dans une note « interne confidentielle » rendue publique le 19 mars dernier par le syndicat national autonome des policiers en civil (S.n.a.p.c.) des commissaires de police ont aspiré à un plus grand pouvoir. Notamment, en proposant que les inspecteurs de police principaux ayant la qualité d'officier de police judiciaire (1) n'échappent plus à leur contrôle. Cette disposition tendait, si elle avait été appliquée, à faire disparaître l'un des principes fondamentaux de la séparation des pouvoirs. Principes sacro-saints de la République.

Si ce projet, faute de temps, n'a pas abouti, il faut cependant savoir qu'il avait reçu l'assentiment de l'ancien directeur central de la police judiciaire. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les deux notes interministérielles préparatoires datées respectivement du 25 mai et du 11 juin 1979 et conçues dans la plus grande discrétion.

Cinq mois ont passé. Le changement s'est mis en marche. Mais aujourd'hui, des chefs de service donnent dans l'invective. Ils se plaisent, devant leurs subordonnés, à « dénoncer » l'abolition de la peine de mort, à fustiger un ministre qui a osé faire libérer des détenus. Tout cela en agitant le spectre de l'insécurité.

Alors, il faudra à la commission Belorgey — chargée d'étudier des réformes dans la police et mise en place par Gaston Defferre — prendre en compte ces réalités si elle ne veut pas courir à l'échec. ●

(1) En schématisant, dans les enquêtes, les O.p.j. sont placés uniquement sous l'autorité des magistrats.

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

Après l'arrêt de « Combat socialiste », « l'Unité » redevient le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet. Nos lecteurs seront tenus informés de nos projets qui prendront forme globalement à la mi-octobre à l'occasion d'une grande opération de relance qui coïncidera elle-même avec le congrès de Valence.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné (nous maintenons pour quelques semaines le prix actuel de l'abonnement mais nous serons bientôt, hélas, obligés de l'augmenter) et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐ ** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

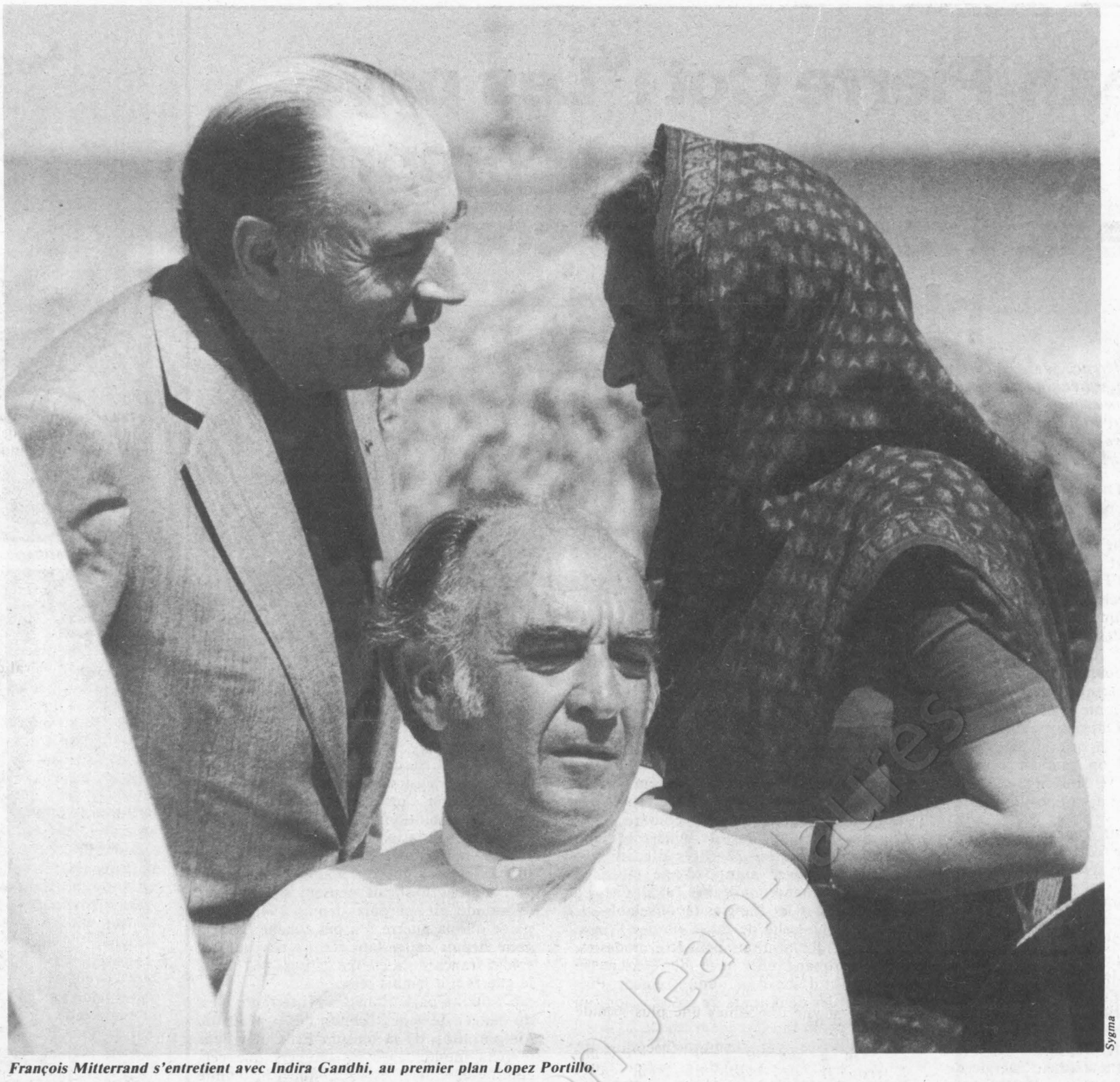
☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bord'elerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 .
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication : Nicole Chaillot ;* Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.



Sygma

François Mitterrand s'entretient avec Indira Gandhi, au premier plan Lopez Portillo.

Cancun : une mécanique remise en marche

Le progrès sera lent, mais le compromis atteint signifie que tous les problèmes du monde seront discutés par tous les pays du monde

PAR GUY PERRIMOND

de notre envoyé spécial

DIFFICILE de prendre la mesure exacte d'un enjeu diplomatique ! Coincé par l'actualité, la technique d'une discussion, les bons sentiments et les intérêts profonds, on peut prendre la partie pour le tout, le détail pour l'essentiel et surtout ignorer le temps. La conférence de Cancun ne pouvait pas échapper à ces réactions habituelles, que ce soient celles des diplomates, des journalistes, du grand public.

L'enjeu ? C'est un nouvel ordre économique mondial, une nouvelle répartition du pouvoir. Habituellement pour changer l'un, l'autre ou les deux il faut... une révolution. Ou beaucoup de temps. A Cancun il n'y a pas eu, il ne pouvait pas y avoir de révolution. Simplement — et sans rapport avec les « détails techniques » — une légère accélération de l'Histoire.

Si l'on se limite aux décisions concrètes, il n'y a pas de quoi pavoiser : la réunion de vingt-deux chefs d'Etat dans une station de vacances mexicaine ne s'est pas terminée en nuit du 4 août. Les Etats-Unis sont apparus aussi puissants que jamais. Symboliquement : un seul hélicoptère – celui de Ronald Reagan — posé sur une des pelouses de l'hôtel Sheraton le rappelait. Et pratiquement : chacun des vingt et un autres délégués savait que les oui ou les non du président des Etats-Unis étaient déterminants. Pourtant, une mécanique s'est remise en marche. Et elle n'est plus seulement diplomatique. Car Reagan n'a pas pu dire non.

Protégé par des services de sécurité, des coupe-file, les « 22 » n'en ont pas moins travaillé sous le regard de la presse. L'écho donné à cette conférence prend dès lors une signification qui dépasse le simple espoir : il devient un fait politique. Certes, les journalistes n'assistaient pas aux débats. Ils

(suite en page 12)



Sygma

Les « 22 » posant pour la photo souvenir.

Jean-Pierre Cot : "Les pays du tiers monde ont compris que la France ne se contente plus de parler"

L'UNITE : La conférence de Cancun a donné lieu à des interprétations diverses. Au-delà des résultats acquis, bon nombre de commentateurs ont trouvé que tout cela était beaucoup de bruit pour bien peu de chose.

JEAN-PIERRE COT : La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Et il ne faut pas demander à la conférence de Cancun plus qu'elle ne pouvait donner : certains en attendaient peut-être trop. Cette réunion de 22 chefs d'Etat n'était pas destinée à prendre des décisions mais à donner une impulsion politique. Cet objectif est atteint : un accord s'est dégagé sur la reprise dans le cadre des Nations unies d'une négociation globale et plus généralement d'aborder l'ensemble des relations Nord-Sud avec la volonté d'aboutir, c'est-à-dire en faisant les compromis nécessaires.

N'y aurait-il que cela que je jugerais le bilan positif. Certes on pouvait rêver à mieux, mais il faut se souvenir d'où on partait et de l'intensité des oppositions.

— Le gouvernement français avait montré son intérêt pour cette réunion. Quel jugement porte-t-il sur ses résultats ?

— Dans un mémorandum diffusé avant la conférence, nous avions posé deux questions et ajouté quelques souhaits. Sur la première question — relance des négociations globales dans le cadre des Nations unies — nous avons obtenu satisfaction. Sur la deuxième question — un programme de mobilisation des ressources énergétiques dans les pays en développement par le biais, par exemple, d'une filiale énergie de la Banque mondiale — nous n'avons pas obtenu un consensus, c'est-à-dire un accord unanime. Mais je constate que cette idée de filiale a singulièrement avancé. Car, si on appelle « filiale énergie » le fait de mobiliser des ressources supplémentaires et de modifier les rapports de force dans l'instance de décision — la Banque mondiale —, cette idée, qui a été présentée à la conférence, n'a suscité aucune opposition lors de la discussion. Mieux, elle a reçu un certain nombre de soutiens dont celui, fondamental, de l'Arabie Saoudite.

Du point de vue français, on peut affirmer que nos deux objectifs initiaux ont été largement pris en compte.

Par ailleurs, le président de la République avait émis le souhait que d'autres problèmes soient soulevés. Je n'en retiendrais que deux. Tout d'abord le problème alimentaire. En ce domaine il va être possible d'avancer, en particulier à propos de la réserve d'urgence. Cela relève aujourd'hui des institutions spécialisées.

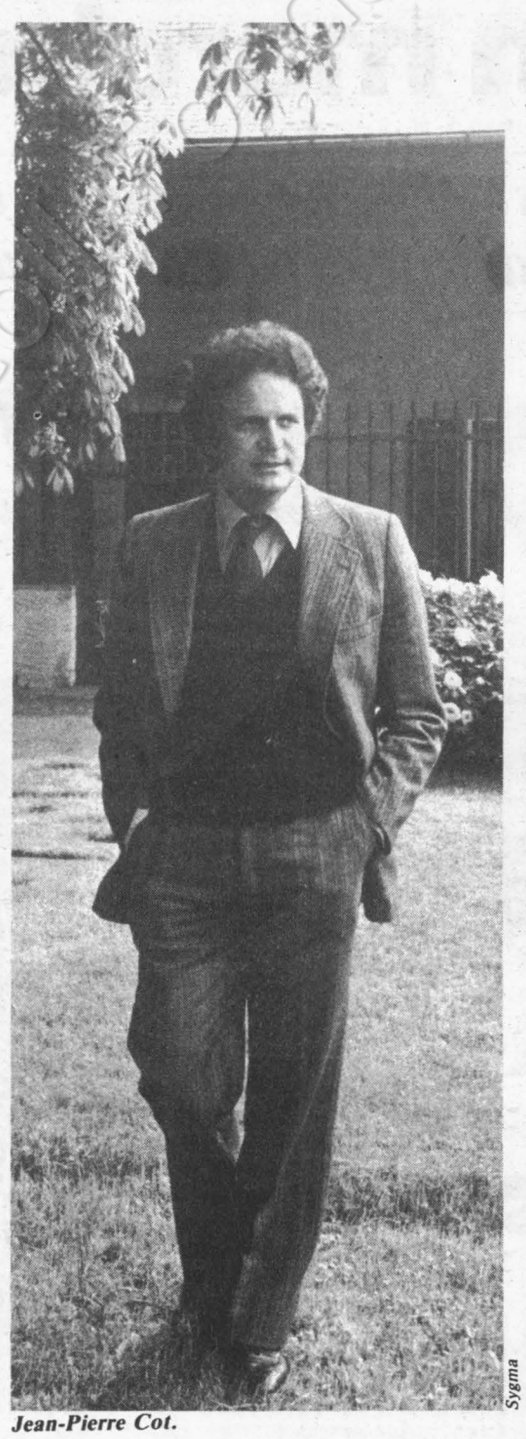
Second point, la fluctuation du prix des matières premières. On aborde là un « gros morceau », car il s'agit en fait d'un nouvel ordre économique international. La position de la France est nette : elle a pris le parti du tiers monde, contre les Etats du Nord qui le refusent. Car il n'y a pas que les Etats-Unis à ne pas vouloir remettre en cause l'anarchie actuelle des cours des matières premières. Il y a, par exemple, la Grande-Bretagne et la R.f.a. Sur ce point, Cancun n'a pas permis d'avancer. Il a seulement permis d'enregistrer des plaidoyers très forts du Sud en ce domaine. Je pense à l'intervention du ministre des Affaires étrangères ivoirien ou aux déclarations du président tanzanien qui, sous une forme imagée, avec une ironie mordante parfois, a précisé à Ronald Reagan la réalité du Sud.

— Il y a de longues années déjà que l'on parle du dialogue Nord-Sud. Or, on en vient à considérer comme un succès l'annonce de la reprise de négociations. Que s'est-il passé ?

— Il y a eu blocage. Toutes les tentatives ont échoué, les unes après les autres. Au début de l'année tout paraissait bloqué. L'administration Reagan avait accumulé les déclarations hostiles, les Britanniques, et dans une moindre mesure les Allemands, avaient raidi leurs positions. Aucun espoir de voir une négociation globale repartir et les négociations partielles — alimentation, commerce, etc. — étaient elles aussi au point mort. C'est pour voir s'il était possible — et comment — de faire repartir le tout que fut convoquée la conférence de Cancun. Jusqu'au mois de juillet, il n'était pas évident que les 22 chefs d'Etat puissent se retrouver autour d'une table. A Ottawa, un clignotant orange fut allumé. La conférence sur les énergies renouvelables de Nairobi, puis celle de Paris sur les P.m.a. donnèrent des résultats peut-être modestes, mais marquant une prise de conscience. Cancun fut d'abord un aboutissement. Puis au terme des deux jours de rediscussion, un point de départ.


Sygma

— On a souvent parlé de l'urgence à trouver des solutions au sous-développement. Ces derniers mois, certains ont semblé comprendre que de telles solutions aideraient également les pays industrialisés à sortir de la crise. Enfin on a parlé de guerre et de paix. Est-ce du catastrophisme ?


Sygma

Jean-Pierre Cot.

— Non. Cela correspond à la réalité. La montée des tensions dans le tiers monde est visible. Et si l'on n'apporte pas, rapidement, des solutions à ces problèmes, cela créera des situations dangereuses. S'il y a guerre, elle viendra du tiers monde. Mieux il y a déjà des guerres, toutes dans le tiers monde. Les Français pensent souvent que le monde est en paix depuis 1945. C'est parce que la guerre n'a pas touché l'Hexagone depuis cette date et que pas un seul soldat français n'a été tué depuis 1962. Mais la guerre n'a jamais cessé.

Ce dont a parlé François Mitterrand, c'est du danger de généralisation des conflits, de l'importation de la tension Est-Ouest dans le tiers monde avec les dangers que cela comporte. Car il est vrai que l'instabilité économique, les risques d'explosions sociales créent des situations explosives. Si nous n'arrivons pas à trouver des solutions rapides, la paix court un danger sérieux. Ce n'est pas dramatiser que de le constater.

— Il est rare qu'un pays « annonce clairement la couleur » avant la tenue d'une réunion internationale. Avec son mémorandum la France l'a fait. Au risque de ne pas voir aboutir tous ses objectifs et de paraître « perdante ». Pourquoi le gouvernement français a-t-il agi ainsi ?

— Cancun n'était pas le lieu d'une négociation. Il pouvait être — et a été — le moment d'une prise de conscience. Cela passait d'abord par le contact personnel entre 22 chefs d'Etat. C'est tout de même la première fois que certains d'entre eux et non des moindres — je pense à Ronald Reagan par exemple — ont pensé, durant 48 heures, aux rapports Nord-Sud. C'est pour précipiter ce phénomène de prise de conscience que le président de la République a transmis ce mémorandum.

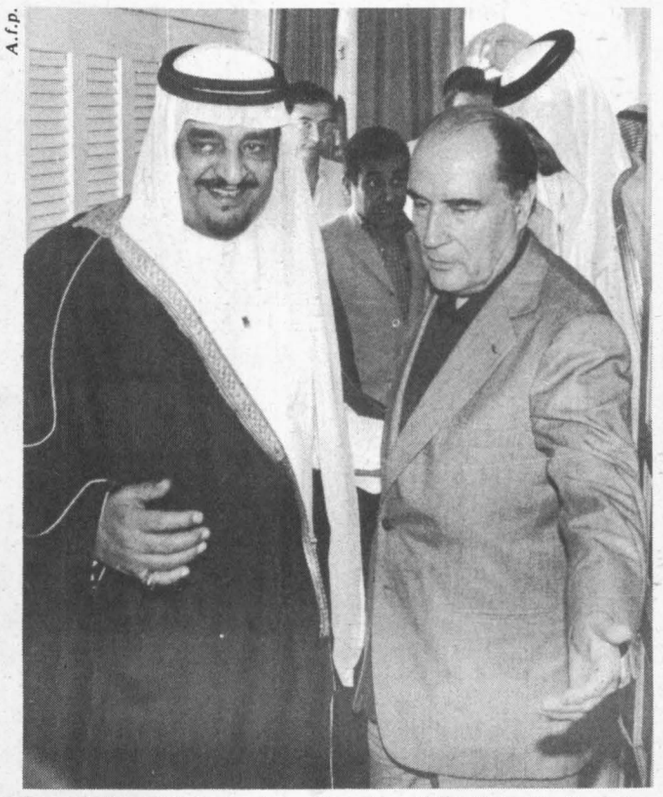
C'est pour mettre l'ensemble des participants devant leurs responsabilités que François Mitterrand a agi d'une manière un peu insolite au regard des règles diplomatiques traditionnelles. Cela permettait de placer les discussions à leur véritable niveau : celui de la politique.

— Mais la France a-t-elle les moyens de sa politique ? N'est-elle pas trop ambitieuse ?

— Nous n'avons rien avancé sans en avoir les moyens et annoncé l'engagement de la France. Dans le dialogue Nord-Sud c'est une des différences majeures avec les gouvernements précédents. Valéry Giscard d'Estaing parlait beaucoup et certaines de ses positions rhétoriques n'étaient pas mauvaises. Mais rien ne suivait. Le discours était généreux, mais la pratique française était alignée sur celle des Etats-Unis : le Nord contre le Sud.

Notre engagement concret, nous l'avons prouvé lors de la conférence sur les P.m.a. Avec une « preuve » budgétaire. Et nous l'avons prouvé à Cancun à propos du financement du Fonds commun, une sorte de banque internationale destinée à financer des stocks régulateurs pour les produits de base.

Cela est important pour la crédibilité de notre démarche. Les pays du tiers monde ont compris que la France ne se contentait plus de parler. ●


A.f.p.

Le président Mitterrand avec le prince Fahd d'Arabie Saoudite


Sygma

et le président algérien Chadli.

(suite de la page 11)

devaient se contenter de conférences de presse, de discussions avec certains membres des délégations venus tout exprès. Dès lors, ce qui est pris en compte ce n'est plus la valeur technique d'une proposition, d'un refus — les éléments de jugement sont rares — mais plus subtilement une atmosphère. C'est-à-dire un changement même léger des rapports de force.

Si l'on se limite aux décisions, Cancun se résume à une légère avancée sur deux points. L'annonce d'une reprise des négociations globales dans le cadre de l'Onu et un petit pas pour résoudre les problèmes énergétiques spécifiques au tiers monde. C'est peu et c'est déjà beaucoup.

Tout mettre sur la table

Car revenir à des négociations globales sur les rapports Nord-Sud était d'une importance majeure. Cela veut d'abord dire que les négociations partielles — énergie, alimentation, commerce, etc. — ont échoué. Il n'y a plus en ce domaine de progrès « technique » possible. Pour l'instant tout au moins. On en revient donc à l'essentiel, aux discussions politiques. Tout mettre sur la table pour arriver à établir un compromis, et dire que tout le monde sera autour de la table, c'est admettre que rien ne va plus et qu'en l'occurrence l'ordre économique international actuel n'est pas capable, globalement, de répondre aux problèmes posés. Mais cela veut surtout dire qu'il devient impossible de faire le sourd, l'indifférent ou le puissant, repoussant d'un revers de main les suppliques des faibles.

Il fut un temps où le roi de France n'écoutait personne ; puis un temps où il

convoqua des Etats généraux — et pour la première fois le Tiers Etat allait y jouer un rôle. Puis... Mais tout le monde connaît l'histoire. Cancun fut un peu cela. Ce ne fut pas une des rares conférences où l'Histoire est là, palpable, où l'émotion étreint les participants. Il faut de grandes ruptures pour avoir l'impression d'assister à une fin — ou une naissance — de monde. Ce ne fut ni la conférence porte-claquée, affrontement, bras de fer, ni celle où l'enlisement est insensible, où l'on passe de l'ennui au tourisme, les horaires étant respectés, les réunions de presse vides de sens.

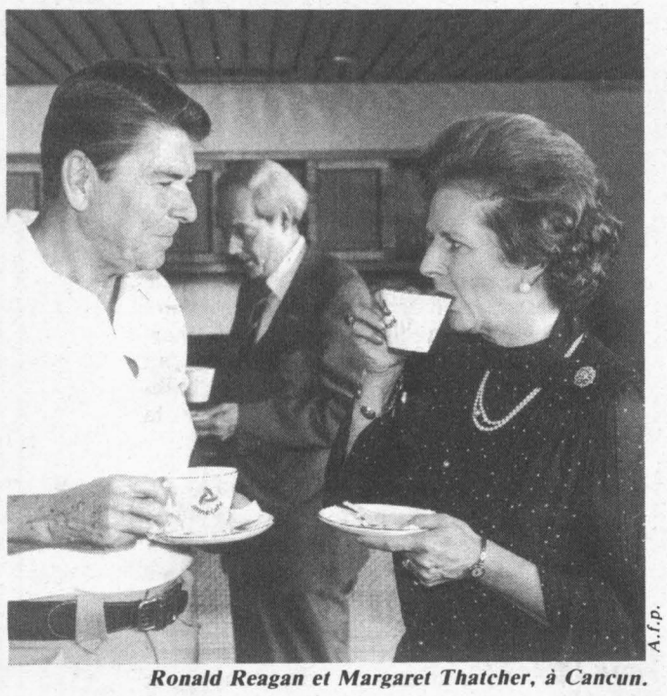
De ce point de vue, Cancun peut passer pour le type même des conférences ambiguës, celle où l'on sait qu'il s'est passé quelque chose sans trop savoir dire où est l'essentiel. Dès lors la tendance est de se réfugier dans l'analyse diplomatique, comparant phrase à phrase les textes connus, mesurant « au millimètre » les évolutions techniquement mesurables. Et l'on passe à côté de l'essentiel.

Car le compromis atteint — une négociation globale — est lourd de sens. Cela veut dire que tous les problèmes du monde seront discutés par tous les pays du monde. C'est ôter à quelques-uns — les plus puissants — le droit exclusif de discuter entre eux des règles du jeu valables pour tous. Mais il est un autre domaine où Cancun a prouvé que quelque chose était en train de se modifier. La conférence s'en est tenue à son propos, les rapports Nord-Sud. Et les difficiles rapports Est-Ouest n'ont pas envahi le discours. C'est la preuve de l'émergence d'un monde multipolaire, où l'on ne peut pas réduire les questions aux seules fusées, qu'elles soient intercontinentales ou non.

Au cœur du pouvoir

Certes il ne faut pas rêver. Le processus amorcé à Cancun sera long. Malgré l'urgence il faudra du temps et des efforts pour que les problèmes du Sud ne soient pas posés qu'en terme d'aide, mais que soient abordés des aspects plus essentiels. Par exemple : la stabilisation du cours des matières premières. On est là au cœur de la puissance du système capitaliste. Ou la répartition du pouvoir dans les institutions financières internationales, ou l'équilibre de 1945 — alors que le Sud n'était pour l'essentiel que province d'Empire — reste inchangé. Mais on est là au cœur du pouvoir des Etats industrialisés. Leur logique devient « la » logique. On comprend mieux la résistance des Etats-Unis. Car cédant sur la procédure — la forme et le lieu de la négociation — Washington savait que les problèmes de fond allaient émerger. Ce qui ne doit pas les enthousiasmer.

C'est à cette aune que l'on peut mesurer



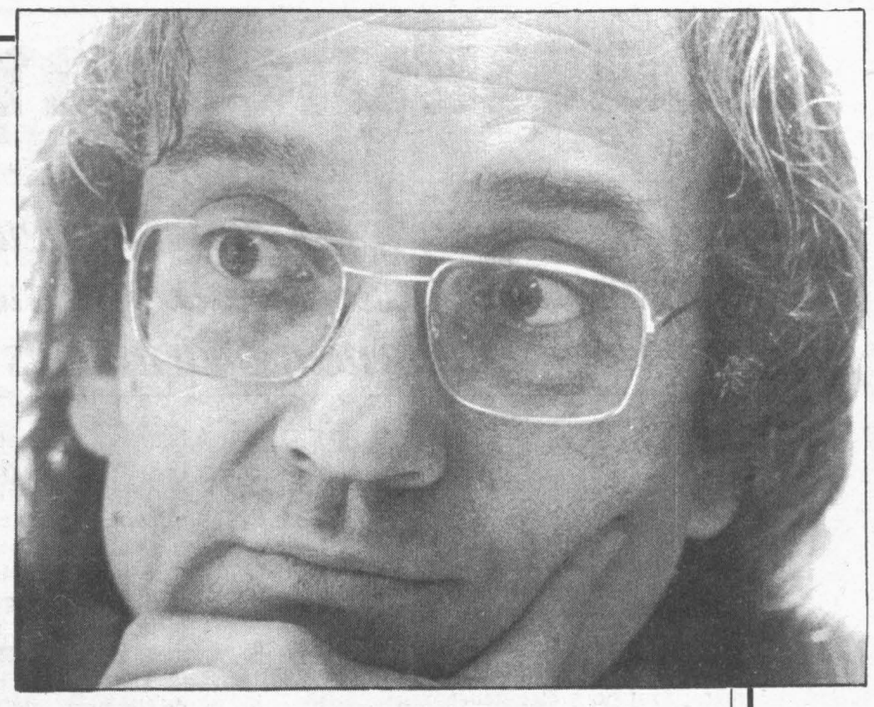
A.f.p.

Ronald Reagan et Margaret Thatcher, à Cancun.

l'intérêt de la conférence. Il n'est pas impossible — le contraire serait étonnant — que l'on assiste à la mise en place de freins, à la volonté de réduire à la seule technique les discussions qui vont s'ouvrir. Mais ce sera moins facile. Outre le fait que le président des Etats-Unis a dû, tout au long de ces 48 heures, prendre conscience que ses solutions directement décalquées de sa politique économique intérieure n'avaient que peu de rapport avec les problèmes réels, une marche arrière brutale, une succession de refus aurait pour lui de graves inconvénients. La responsabilité directe des Etats-Unis serait engagée. Et les peuples du tiers monde perdraient — lorsqu'elle demeure — une illusion. Enfin, tout refus prouverait le conservatisme d'une société qui ne peut vivre que de l'exploitation, de la famine, ou de la mort du plus grand nombre. Difficile après cela de passer pour les champions de la liberté. ●

La chronique de Max Gallo

La colombe et l'oiseleur



De l'appel de Stockholm au pacifisme des années quatre-vingt, un ancien combattant de la paix se souvient...

JE me souviens : c'était dans les années cinquante. Nous collions sur les murs de la ville de grandes affiches qui représentaient une colombe blanche, vigoureuse, et le paraphe inimitable de Picasso, noir et nerveux, un trait de plume, ponctuait le dessin. Nous parcourions les rues avec des listes de pétitions et nous étions si convaincus de l'horreur de la guerre atomique que nous obtenions des signatures par centaines. Le soir nous les comptabilisions avec fierté. Dans la grande campagne mondiale — l'appel de Stockholm — lancée par le Mouvement de la Paix pour l'interdiction de l'arme atomique, nous jouions avec conviction et innocence notre rôle de jeunes militants que la perspective de l'holocauste nucléaire révoltait. Nous participions à des Festivals de la Jeunesse, enthousiastes, à Prague, à Berlin. Nous étions les défenseurs de la Paix.

A quelques années de là, un 28 mai 1952, nous manifestâmes, en petit nombre, contre la venue en Europe du général Ridgway, « Ridgway-la-peste », un général américain dont on disait qu'en Corée il avait employé contre les troupes du Nord, l'arme bactériologique. Je vois encore un manifestant âgé s'avancer vers un barrage de gardes mobiles et s'effondrer le visage en sang après avoir reçu un coup de crosse de mousqueton.

Et nous hurlions, pourchassés dans les petites rues, « US Go Home ». Nous badigeonnions ces mots sur les quais du port et quand des marins américains passaient près de nous, nous les leur lançions au visage, provocants. Nous pensions même qu'un jour il faudrait aller plus loin que les mots.

Un an plus tard — le 5 mars 1953 — Staline est mort. Et peu à peu nous qui, militants anonymes, avions chanté avec le chœur, imaginant que le décor qui fermait la scène — la lutte pour la paix, la guerre bactériologique, le bon camp et le mauvais — était le monde réel, avons vu se lever les panneaux bariolés. Derrière ces dessins naïfs sont apparues les coulisses. On les a explorées et décrites depuis trente ans. Les témoins, les victimes et les historiens ont tranché : nous avons été un élément dans le rapport de force international, utilisé habilement par l'une des grandes puissances, dans le cadre de sa stratégie mondiale. Nous avions manifesté pour la paix et l'indépendance nationale. On sait ce qu'il en a coûté à d'autres peuples européens — ce qu'il peut leur en coûter encore — d'avoir à un moment donné crié « go home » à des soldats étrangers qui occupaient et stationnent toujours sur le sol de leur patrie.

Rien n'est simple, bien sûr, dans le mouvement social. Suscitée, manipulée, exploitée, pièce poussée sur l'échiquier, la lutte pour la paix des années cinquante n'en exprimait pas moins une révolte légitime contre la guerre et elle a sûrement pesé dans l'équilibre des forces. Peut-être réellement en faveur de la paix. En tout cas la guerre atomique n'a pas eu lieu. Trente ans de gagné.

MAIS voici qu'aujourd'hui — et c'est pour cela que les souvenirs me reviennent —, de jeunes militants, des femmes, s'ébranlent à nouveau. A Bonn, à Rome, à Paris. Je reconnais en eux ce que nous étions. Passe dans leur résolution et leur protestation, l'intelligence du scandale, de cette folie qui, collectivement, nous habite, nous l'humanité. Ces mégatonnes accumulés, ces fusées, ces silos, ces mégamorts, cette « grande mort universelle » qui nous guette, ce gaspillage dément — peut-on employer d'autres mots ? — en engins de destruction comme si nous préparions une solution par l'absurde aux problèmes qui se posent au monde. Comment cette situation intolérable, suicidaire, ne déclencherait-elle pas chez les plus sensibles d'entre nous, les plus intuitifs — peut-être les femmes et les jeunes — à la fois le désespoir et la révolte ? Le pacifisme, au-delà des manipulations dont il est l'objet, s'enracine dans une réalité dont il pressent et dénonce les aberrations. A quelles fins ?

Quand nous tendions notre pétition à un passant, dans les années cinquante, nous n'avions en tête que la guerre à éviter. Et nous nous indignions si on nous parlait de « l'oiseleur » qui utilisait toutes ces « colombes ». Faut-il qu'aujourd'hui, à nouveau, on laisse dévoyer l'instinct de survie qui anime les pacifistes au bénéfice d'une dénonciation unilatérale ? Les fusées soviétiques existent aussi. Et certains mots d'ordre — « plutôt rouge que mort » — rappellent ceux que l'on entendait dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, ici, en France.

On répétait alors que « la servitude valait mieux que la guerre ». La boucherie de 14-18 était si proche que le pacifisme, même au prix de la démission, paraissait préférable à une nouvelle hécatombe. Nombreux furent ceux, honnêtes, (Giono) et de sensibilité proche de celle des socialistes (au Syndicat des instituteurs notamment) qui s'en tinrent à cette position de pacifisme intransigeant. Mais qui, au même moment, en 1938, pouvait être pacifiste dans l'Allemagne de Hitler ?

On fut donc pacifiste et on eut la guerre. Et l'Occupation et la collaboration et la déportation. Une politique rigoureuse, une mobilisation en 1937, eussent peut-être permis de les éviter. Car pour un Etat dont la logique est militaire — c'était le cas du IIIe Reich — les marches de la paix ne sont perçues que comme un affaiblissement du potentiel de l'adversaire. Qui peut dire aujourd'hui qu'il n'existe plus d'Etat de ce type ?

Jouer avec le mot « paix » comme si le seul fait de le prononcer, de rassembler autour de lui des milliers de manifestants suffisait à effacer les rapports de force, les intentions de l'une ou l'autre des puissances et le déséquilibre militaire qui a pu s'installer et qui est facteur de risque, est donc périlleux.

Mais le discours « raisonnable » peut-il être entendu ? Peut-on mobiliser l'opinion autour du projet d'une vraie conférence du désarmement où l'on ne parlerait pas seulement de la bombe à neutrons mais aussi des fusées SS 20 ? Peut-on faire que la conscience pacifiste en plus d'exprimer — c'est beaucoup — le refus de l'holocauste analyse les moyens de parvenir à ce qu'elle désire : le maintien de la paix et le désarmement.

IL me semble que la question est d'abord posée aux socialistes. A nous de tenir les deux bouts de la chaîne. Etre ouvert aux angoisses que fait naître le surarmement, aux dangers que la situation recèle, au courant d'opinion qui ne peut que surgir et sans doute s'amplifier. Car la folie est trop flagrante. Par exemple, comment résoudre le problème de la faim, de l'organisation du monde si continuent d'être enterrés dans les cimetières de l'armement les sommes fabuleuses qui suffiraient à lancer le développement ? Mais à l'autre bout il faut contester à ceux qui pourraient être tentés de se servir du pacifisme comme d'une arme de guerre, et des manifestations pacifistes comme d'un cheval de Troie, le droit de s'ériger en seuls défenseurs de la paix.

Etablir la concurrence sur le thème de la paix pourquoi pas ? Il est vital. Et depuis le moment où, naïfs, nous croyions à l'innocence par nature des uns, trente ans ont passé. Si riches d'événements et de révélations qu'il n'est pas possible qu'un discours vrai sur les problèmes de la paix ne soit pas entendu.

En 1981 même les oiseaux sont intelligents.

La pilule amère des mutualistes

Est-ce parce que l'on touche à leurs privilèges que les pharmaciens - aux officines largement bénéficiaires - s'insurgent à l'annonce de la création de neuf pharmacies mutualistes ?

PAR MARTINE DUCOUSSET

ILS sont nombreux, à l'aise dans leurs boutiques et largement bénéficiaires. Parce qu'ils distribuent à tour d'ordonnances les petites pilules du mieux-être et de la guérison, ils occupent une place de choix dans le monde médical. Apparemment, tout pour être heureux...

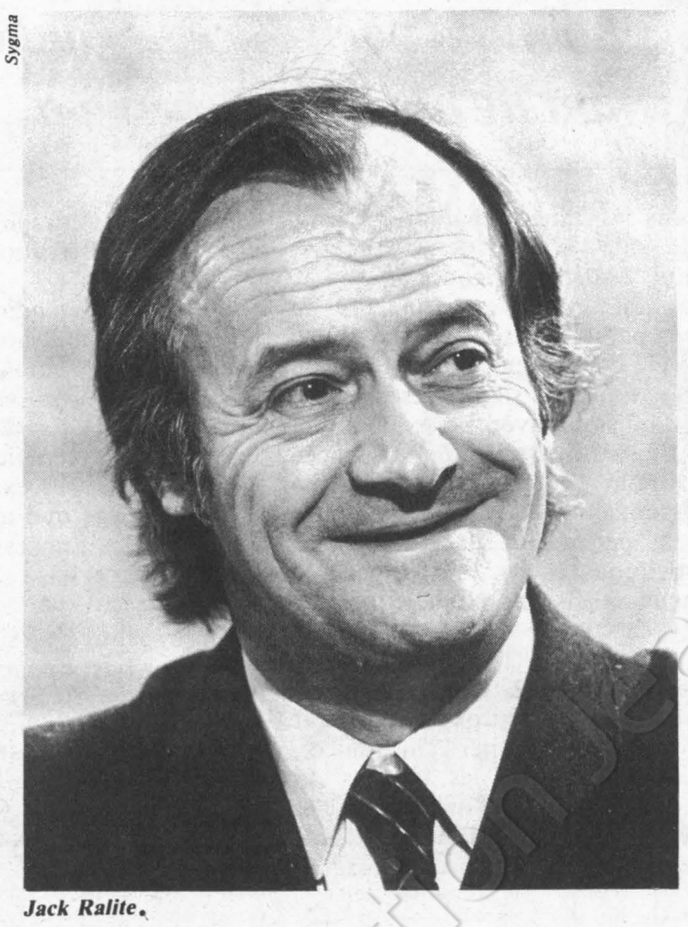
Pourtant, rien ne va plus du côté des pharmaciens libéraux. Le 21 octobre dernier, la profession se mettait en grève. Rideau baissé et porte close dans la quasi-totalité des vingt mille officines privées de l'Hexagone : le mouvement, décidé conjointement par la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (qui regroupe 80 % des établissements) et l'Union nationale des pharmacies de France, remportait un succès considérable.

Bête noire du privé

A l'origine de ce mécontentement, la décision du ministre de la Santé d'autoriser la création de neuf nouvelles pharmacies mutualistes. Un choc plutôt rude pour les officines privées. Voilà des années qu'elles pensaient la menace écartée. Depuis 1973 très exactement, date de l'ouverture d'un établissement mutualiste à Neuville-lès-Dieppe. Ensuite, plus rien, pour cause de blocage persistant : malgré l'avis favorable du conseil d'Etat, le gouvernement Barre s'était en effet toujours refusé à accorder la précieuse autorisation aux sociétés mutualistes concernées.

Neuf d'un coup ! Jack Ralite a frappé fort et les pharmaciens privés lui en veulent beaucoup. Parce que le mutualiste, c'est la bête noire du libéral. Accusé de tous les maux et notamment de pratiquer une concurrence déloyale, chouchou supposé des pouvoirs publics qui lui offrent l'exonération de l'impôt sur les bénéfices et de la taxe professionnelle, privilégié dispensé de participer aux gardes de nuit et des jours fériés... Quand il s'agit des établissements mutualistes, les syndicats pharmaceutiques ne sont pas en panne de griefs. Au passif de l'ennemi, ils notent encore la triche sur la T.v.a., les ristournes consenties au client, la vente de produits de parapharmacie et la publicité abusive. Ouf ! N'en jetez plus ! Et pourtant si : le dernier cheval de bataille des pharmaciens libéraux s'appelle gratuité. A la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, on s'indigne : « Pourquoi laisser entendre que les mutualistes sont exemplaires ? Pourquoi les qualifier d'établissements pilotes, ou encore d'établissements témoins ? Certes, le patient n'y paye pas son médicament. Mais si le pharmacien d'officine ne peut rendre le même service, c'est qu'on ne lui en donne pas le droit. »

Sygma



Jack Ralite.



Entendons-nous sur le droit et sur la gratuité. Dans une pharmacie mutualiste, le client ne débourse pas un centime. Il présente son ordonnance, récupère les médicaments dont il a besoin — parfois au bout d'une heure d'attente — et laisse aux employés de la tarification le soin de s'occuper du recouvrement des frais auprès de la Sécurité sociale et de sa mutuelle. « L'avantage de nos pharmacies c'est cette dispense complète d'avance de frais qu'elles consentent », explique André Connord, de la Fédération nationale de la Mutualité. « Ainsi les plus défavorisés ont-ils accès aux médicaments. » Proposer aux impécunieux la gratuité des soins fut d'ailleurs le but avoué des premières pharmacies mutualistes, créées pour la plupart au début du siècle et régies par la loi de 1901. A l'époque, la Sécurité sociale n'existait pas et les remèdes n'étaient accessibles qu'à ceux qui en avaient les moyens.

La gratuité, à cor et à cri

Les impécunieux sont aujourd'hui un peu plus argentés, mais la mutualité demeure. Avec vingt-trois millions d'adhérents et cinquante-sept pharmacies à but non lucratif — bientôt soixante-six, dont une à Paris pour la première fois grâce à la décision du gouvernement. La santé pour tous, la santé pour les plus démunis. Immédiatement et sans bourse délier. Voilà où le bât blesse les pharmaciens d'officine. Eux qui se présentent comme les auxiliaires du médecin, eux qui ne jurent que par les rapports humains et revendiquent le statut de conseillers et de confesseurs, eux dont le rôle social n'est plus à démontrer, ils ne seraient que des boutiquiers ? Des commerçants enclins au bénéfice ? Que nenni ! Les pharmaciens réclament donc — mais la chanson est nouvelle — le droit au service gratuit des médicaments. Modernes chevaliers Bayard de la santé, ils affirment fournir à leurs clients des prestations que ne désavoueraient pas les pharmaciens mutualistes. La Fédération est formelle : « L'ouverture de ces nouvelles pharmacies est inutile, parce que les officines privées depuis vingt ans ont accepté la généralisation du tiers payant, et donc l'accès gratuit aux soins pour tous ceux qui en éprouvent la nécessité. »

Il existe en effet des conventions de « délégation de paiement » signées entre la Sécurité sociale et les syndicats pharmaceutiques, qui permettent au patient de n'acquitter que le ticket modérateur non remboursé. La Caisse d'assurance maladie paye directement au pharmacien la somme qui lui est due. Normalement, tout assuré social devrait pouvoir, dans chaque pharmacie, avoir recours à cette formule du tiers payant — à condition bien sûr d'habiter un département où a été signée la fameuse convention.

Mais qu'en est-il en réalité ? Tel pharmacien vous jettera à la porte parce que votre ordonnance n'est pas suffisamment conséquente, un second s'occupera en priorité de ses clients prêts à payer comptant, le troisième enfin, du genre méprisant, s'étonnera de vos maigres finances. « Nous acceptons volontiers le système du tiers payant », indique-t-on à la Fédération. « Encore faut-il que le patient s'en explique clairement avec le pharmacien. Le ticket modérateur n'est pas inscrit sur sa figure ! »

Mais rares sont les clients qui osent réclamer. Honte d'apparaître comme un nécessiteux, peur du monsieur en face qui jongle à la perfection avec les petites boîtes aux noms compliqués, désir d'obtenir rapidement les médicaments indispensables... Les blouses blanches se ressemblent : tout comme le médecin, le pharmacien impressionne parce qu'il détient le savoir et donc le pouvoir.

La décision de Jack Ralite a fait réfléchir les syndicats pharmaceutiques. Pas question d'accepter une France peuplée d'établissements mutualistes. Une stratégie s'impose alors : faire davantage dans le social. Aussi les officines privées réclament-elles maintenant à cor et à cri la gratuité

MAT DE SIGNALISATION
POUR VILLE ET ROUTE



Photo PIC - 59400 Cambrai

neuhaus

Toute demande de projet, d'étude, de devis ou toute commande doivent être adressées à
Jean Neuhaus S.A. - Béhobie - 64700 Hendaye - Tél (59) 20.14.20 - Telex 570736

pour tous les assurés et tous les médicaments : « Il faut supprimer le ticket modérateur et instaurer pour l'ensemble des Français le remboursement à 100 % qui existe déjà pour plus de la moitié de la population. Dans cette situation, les établissements mutualistes n'auraient plus aucune raison d'être. »

Inutile toutefois d'envisager l'éventualité d'un fonctionnariat pour le pharmacien libéral. Il s'y refuse totalement : « Nous avons la chance d'exercer un métier avec d'infinies possibilités de contacts humains et nous jouons un rôle social fondamental que nous n'entendons pas abandonner. » Au seul mot de commerçant, le poil du pharmacien se hérisse. Pourtant qu'est-il d'autre, surtout à une époque où les préparateurs se font de plus en plus rares ? Comment appeler celui ou celle qui vend dans son officine des yaourtières, des



bigoudis chauffants ou des vélos d'appartement ? Et dont les bénéfices proviennent surtout des cosmétiques, lunettes de soleil et autres crèmes amincissantes proposées sous le label « Vente exclusive en pharmacie » ? Travailler dans le commerce n'a rien de déshonorant. Pourquoi donc en rejeter l'étiquette ?

Interrogé sur le mouvement de grève des pharmaciens libéraux, Jack Ralite n'a pas mâché ses mots : « Je trouve qu'une corporation qui bénéficie d'un numerus clausus, de la garantie de la clientèle, de 33 % de marge sans concurrence, a une manière de poser le problème du médicament qui est hors santé. » Cette corporation dont parle le ministre n'appartient pas, loin s'en faut, aux catégories sociales les plus défavorisées. En fait, tout le problème est là : quand on est privilégié, on entend bien le rester. ●

Georgina Dufoix: "C'est de la qualité de la petite enfance que dépend le citoyen de demain"

GEORGINA Dufoix est secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale chargé de la famille. Militante socialiste depuis 1968, conseillère municipale de Nîmes et mère de quatre enfants, elle veut faire de son ministère celui de la famille-solidarité.

A la veille d'entreprendre une tournée dans le pays sur les problèmes de l'aide sociale à l'enfance et la politique de la petite enfance, elle analyse, pour « l'Unité », les premiers temps forts de son action.


Sygma

Georgina Dufoix en famille.

« L'UNITE » : A quoi sert le secrétariat d'Etat pour la famille ?

GEORGINA DUFOIX : Longtemps la réflexion des socialistes — et Engels en est le meilleur exemple — s'est faite sur la famille oppressive, patriarcale et en liaison avec le capitalisme. Mais depuis un certain nombre d'années la famille a évolué à l'intérieur du tissu social lui-même en évolution. Grâce au mouvement féministe et à l'action des femmes chacun a redécouvert son rôle. Que signifie être père, que signifie être mère quand tous les deux travaillent à l'extérieur ? A quoi ça sert que je sois un père, à quoi ça sert que je sois une mère ? Voilà des questions qui se posent de plus en plus. Le groupe familial — je préfère ce terme à celui de famille parce qu'il est moins chargé émotionnellement — est formé des adultes et des enfants qui vivent ensemble. Et ce groupe familial dont on ne peut nier la réalité prend un sens particulier en période de crise. Face à une famille de droite oppressive il y a une famille de gauche où chacun trouve son autonomie, sa responsabilité, où chacun peut s'épanouir. Le groupe familial doit être un lieu d'épanouissement et de dignité humaine qui implique le respect et la responsabilité mutuels. De cela dépend la qualité d'être des hommes de demain. Et quant au secrétariat d'Etat dont j'ai la charge, il est là pour prendre en compte les problèmes spécifiques du groupe familial.

— Ce ministère ne risque-t-il pas de devenir celui de la mère de famille ?

— C'est le ministère de la mère, du père et de la petite enfance. Et son existence n'est pas antinomique avec celle du ministère des Droits des femmes.

— Mais les problèmes du groupe familial rejoignent ceux des autres Français ?

— Bien sûr et c'est pourquoi ce secrétariat d'Etat fait partie du ministère de la Solidarité. Et mes interlocuteurs privilégiés sont le ministère du Logement, celui du Travail et le ministère des Droits des femmes. La politique familiale c'est aussi la baisse du temps de travail, la qualité de la vie au travail, un certain type d'école. Une politique de la famille n'a de sens que si elle est totalement intégrée à la politique du gouvernement. La politique de la famille a des implications dans tous les ministères.

— Quelle va être votre action spécifique ?

— Le gouvernement m'a autorisé à déposer une loi d'orientation sur une politique familiale globale. Il faut que le groupe familial soit reconnu comme un partenaire par l'Etat et les différentes collectivités. Cette loi devrait venir devant le Parlement à la fin de 1982. La loi devrait comporter plusieurs volets dont les prestations familiales, la politique fiscale et aborder les différents secteurs du gouvernement, je pense immédiatement au logement. Mon action doit faire que ce groupe familial soit aidé financièrement mais aussi à faire reconnaître que ce groupe a des désirs particuliers. Et bien sûr faire reconnaître ces derniers.

Tout en préparant la loi d'orientation je me suis attachée et je continuerai à traiter de problèmes très particuliers : le développement des modes de garde des enfants, l'aide sociale à l'enfance, l'adoption, la réforme des prestations familiales.

— Vous avez récemment annoncé l'ouverture de dix mille places de garde en 1982. Pourquoi vous être attaquée d'abord à ce problème ?

— Il y a en France cent mille places de crèches collectives et familiales, vingt mille de haltes-garderies et jardins d'enfants. Ces chiffres sont dérisoires face aux deux millions deux cent mille enfants de moins de trois ans dont la moitié au moins recherche un lieu d'accueil. Même si aucune évaluation des besoins réels n'a jamais été menée de façon sérieuse jusqu'alors car le pouvoir précédent ne souhaitait pas en prendre la mesure, nous savons que la demande est grande et que notre tâche pour en venir à bout est considérable. Je suis décidée à m'y attaquer et à tout mettre en œuvre pour que les promesses du président de la République soient tenues. C'est de la qualité de la petite enfance que dépend le citoyen de demain.

— Pensez-vous qu'il y ait des systèmes de garde qui soient meilleurs que d'autres ?

— Je ne souhaite pas privilégier l'un ou l'autre des modes d'accueil, chacun d'eux à son intérêt, ses avantages et il me semble important de les redéployer tous, pour que les parents aient un choix : si les crèches collectives en milieu urbain constituent l'ossature indispensable à un bon équilibre des gardes d'enfants, il ne faut pas oublier que huit cent mille enfants de moins de quatre ans vivent dans des communes de moins de deux mille habitants, donc en milieu rural où il n'est pas question de formules collectives lourdes mais où, à l'instar également de quartiers de villes, les crèches familiales semblent pouvoir répondre aux besoins et correspondre aux désirs de certains parents.

Pour mettre en place une politique cohérente, prenant en compte les aspirations des populations dans leur diversité, et leurs besoins suivant leurs situations personnelles, j'ai besoin des élus mais aussi des professionnels, des associations, des parents.

— Mais avez-vous les moyens budgétaires de cette politique ?

— Dans le budget 1982, la priorité a été donnée au développement de ces services d'accueil de l'enfant. Pour les autorisations de programme, l'augmentation par rapport au budget de 1981 est de quarante pour cent. Le budget de ce domaine s'élèvera à cent dix millions de francs. En matière de crédits de fonctionnement un effort particulier, générateur d'emplois nouveaux, est réalisé au profit des services collectifs de voisinage. Par ailleurs les subventions versées aux centres sociaux sont doublées, les crédits destinés à l'action sociale en faveur des jeunes travailleurs et, notamment, au foyers de jeunes travailleurs passent de trente millions à quarante-trois millions de francs, les dotations allouées aux maisons familiales de vacances vont presque doubler aussi ; les crédits destinés à l'aide sociale à l'enfance atteignent presque dix milliards et sont en augmentation de plus de 18 %. Vous voyez que j'ai les moyens d'appliquer ma politique.

— Etes-vous nataliste ?

— Une politique familiale n'a pas uniquement pour but d'être nataliste. La natalité même si elle est un élément important pour l'avenir de la France n'est pas mon objectif numéro un : si on arrive à créer des conditions de vie meilleures aux Français, il y aura des enfants. Au contraire de Monique Pelletier qui a mené la bataille du troisième enfant, ce n'est pas l'aspect quantitatif qui me semble fondamental mais bien plutôt l'aspect qualitatif pour les parents et les enfants.

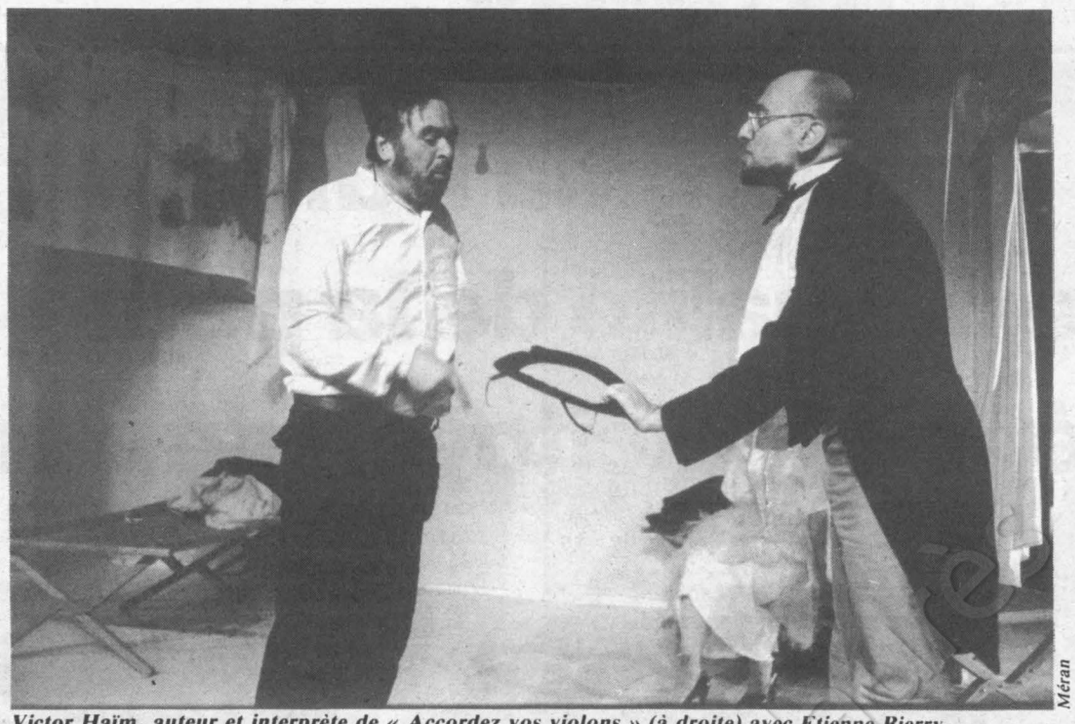
(propos recueillis par Emmanuèle Plas)

C'est la création qu'on assassine

A force de ne monter que Shakespeare, Molière ou Beckett par prudence, Dorin ou Roussin pour faire du fric, la création théâtrale s'étiole. Pourtant, la France peut aujourd'hui aligner une vingtaine d'écrivains de théâtre talentueux. Qui veut les jouer ?

PAR FABIAN GASTELLIER

IBSEN, Euripide, Molière, Goldoni, Pirandello, Machiavel, Goethe, Musset, Marivaux : la rentrée théâtrale d'octobre 1981 a l'aspect singulier d'un grand cimetière sous la lune des projecteurs. Les mises en scène se succèdent comme des pierres tombales, égrenant imperturbablement les mêmes noms. Etrange paradoxe : plus on crie que le théâtre est par-dessus tout l'art de la vie, plus on programme les auteurs morts. Pour tout potage, aujourd'hui, on nage dans la gloire posthume, dans l'apothéose des trépassés. Pour être joué, à Paris comme en province, sur les plateaux des théâtres nationaux comme sur les tréteaux des toutes jeunes compagnies, il est presque nécessaire d'avoir rendu l'âme. De préférence, il y a longtemps. Dans la nuit des siècles... Et si l'on ne ressuscite pas les fantômes, on s'attaque aux nobles vieillards du type Samuel Beckett ; on monte les écrivains consacrés, auréolés de respectabilité — qu'elle ait le goût de l'avant-garde ou bien celui du Boulevard — pouvant assurer le succès sur simple déploiement de leur patronyme en haut d'une affiche.



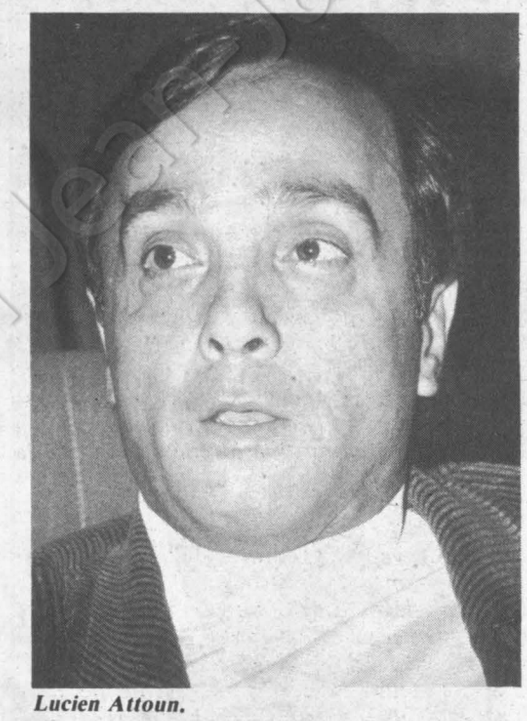
Mérian

Victor Haïm, auteur et interprète de « Accordez vos violons » (à droite) avec Etienne Bierry.



Bernand

Gérard Lauzier et Daniel Auteuil, le metteur en scène et le comédien de « Un Garçon d'appartement ».



Lucien Attoun.

Et la création, là-dedans ? La vraie mission de l'art dramatique, la découverte, le sang frais ? Bof... Oubliée, enterrée, écartée du revers de la main d'artiste au profit d'un 540e « Roi Lear » ou d'une millième exégèse prétendûment révolutionnaire des « Caprices de Marianne ». Dans cette aberrante et — pour le public — lancinante répétition, on voit naître, deci, delà, des « années Shakespeare » (1977 fut un cru exceptionnel), où « Hamlet » a soudainement le vent en poupe et ne connaît pas moins, sur notre territoire, de onze mises en scène françaises et étrangères ; on voit fleurir des « saisons Tchékhov », où « les Trois Sœurs » se multiplient à la vitesse grand V et finissent par fonder une famille digne du prix Cognac...

Mais là encore, au creux des tombeaux, dans les vagues des redites ou même dans l'importation massive d'auteurs étrangers, on se préoccupe de texte. Ce qui peut parfaitement ne plus être le cas. Depuis une dizaine d'années, en effet, fleurissent les créations collectives, les montages et autres collages abstraits essayant, à grand renfort de scotch, de donner une illusion de pièce, mais n'accouchant en général que d'un anonyme canevas sur lequel une troupe (ou plus généralement un metteur en scène) brode des exercices de style. Dans ces cas-là, de plus en plus fréquent, les auteurs ne sont ni antiques, ni âgés, ni célèbres : ils sont tout bonnement absents.



Bernand

Jeannine Worms.

Faire joujou avec les images, bon !

Cet état de fait est un état de crise, une impasse. Travailler sur la patrimoine, c'est tout à fait louable ; importer des auteurs par kilos sous prétexte que le label germanique, anglais, russe ou américain fait écouter, cela peut être intéressant ; laisser les metteurs en scène faire joujou avec des images, bon, d'accord, c'est séduisant et amusant ; mais en aucun cas ces trois directions, si elles sont nos seules lignes d'horizon, ne pourront nous ouvrir une fenêtre sur l'avenir. Cessons donc de tourner notre regard vers nos ancêtres et prenons plutôt nos héritiers en considération : nous aurons un jour quelque chose à léguer, un témoignage à laisser. Ce ne sera pas le souvenir d'une mise en scène — moment éphémère s'il en est. Ce ne sera pas Molière, qui existait avant nous. Ce sera une trace plus profonde, plus authentique : un texte, des mots. Mais pour avoir cette parole, plus tard, il convient de façon urgente de débloquer le système théâtral dans lequel nous nous enlisons et de redonner un souffle à la création.

Car elle est étouffée. C'est facile de prétendre monter Marivaux ou Françoise Dorin parce qu'il n'y a pas de nouveaux auteurs dramatiques chez nous ou bien qu'ils sont, lorsqu'on les trouve, nébuleux, injouables et qu'à côté d'eux Mallarmé a la simplicité d'une dictée de cours élémentaire. C'est facile de pleurer sur une actuelle traversée du désert en se frappant la poitrine avec la nostalgie des florissantes années cinquante, soixante (Ah ! Genêt ; Ah ! Vian). Facile mais faux. La France peut aujourd'hui aligner une vingtaine d'écrivains de théâtre contemporains talentueux, accessibles à tous. Quel pays européen pourrait en faire autant ? Peut-être aucun...

Et pourtant, malgré leurs incessants travaux, malgré leurs efforts répétés pour se faire entendre, ces gens-là demeurent les obscurs et les sans-grade de nos plateaux nationaux. Pourquoi ? Parce qu'ils représentent, du fait même de leur absence (actuelle) de reconnaissance, un risque, une aventure. Et que le théâtre français veut, soit vivre douillettement et assurer sa rentabilité, soit s'encrasser dans une politique de l'esthétisme et de l'image d'où les textes sont exclus. « Depuis une vingtaine d'années, constate Jeannine Worms (1), toutes les subventions sont allées dans le sens des compagnies, des metteurs en scène. Bien sûr, nous avions besoin d'eux, afin qu'ils sortent notre pièce de son simple stade écrit pour le porter jusque sur une scène. Il était parfaitement normal que les metteurs en scène prennent le relais de l'auteur pour aller jusqu'à la représentation puisque c'est eux qui ont la charge et le devoir de penser un texte en fonction de l'espace et de la résonance. »

Malheureusement, de simple relais, de simple aide complémentaire, les metteurs en scène ont acquis le grade de monarques absolus, reléguant aux oubliettes l'auteur de l'œuvre sur laquelle ils se font les dents. Comment cela s'est-il produit ? « C'est simple : lorsque la peinture a vu naître la photographie, précise Jeannine Worms, elle s'est réfugiée dans ce qui était son essence même, et l'impressionnisme est né. Lorsque le théâtre, lui, a vu naître le monde du spectacle, du cinéma et de l'image, au lieu de se protéger en se recroquevillant sur ce qui faisait sa spécificité (à savoir le verbe, le mot approfondi), il a voulu rivaliser avec son nouvel ennemi ; il a choisi de jouer l'art de l'image. Là, le metteur en scène devenait seul maître d'œuvre et préférait choisir un texte commun à toutes les mémoires afin qu'on puisse y lire clairement sa marque, sa griffe. Dans une œuvre



La chapelle au coeur de Reims

Le théâtre de poche - cent places - de Jean-Pierre Miquel sera consacré à la création contemporaine : une première en province !

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

EN plein automne 1981, la vieille décentralisation dramatique française (1) a une soudaine montée de sève printanière : les nouvelles salles surgissent comme autant de bourgeons impatients. A Annecy, il y a quelques jours, l'inauguration du Centre d'action culturelle a doté les gens de théâtre de deux outils flambant neufs : une salle de trois cents places et une autre de mille places. A Lyon, le Théâtre de l'Ouest lyonnais vient d'ouvrir ses portes : dans une salle de quatre cents places, François Bourgeat y créera le 17 novembre prochain « Monorail » d'Audiberti. Depuis le 1er octobre dernier, le Centre dramatique national de Reims, jusqu'à maintenant condamné à utiliser les locaux de la maison de la culture, dispose de son propre lieu scénique.

Parmi ces trois naissances, la plus originale est sans aucun doute celle de Reims. Pour trois raisons, principalement. D'abord, parce qu'il est rare qu'un C.d.n. (Centre dramatique national), s'installant dans ses murs, le fasse ailleurs que dans une grande salle, dans une « cathédrale » ; Jean-Pierre Miquel, le patron de l'équipe, a choisi un bijou de cent places, une modeste « chapelle ». Ensuite, parce que la troupe a construit l'ouvrage de ses propres mains. Enfin, parce que ce « théâtre de poche » sera consacré à la création contemporaine : une première en province !

Tentative inédite, en effet. Pari, même. Pari risqué : faire fonctionner chaque soir pendant toute la saison, dans une ville de province de deux cent mille habitants, un theâtre permanent. But avoué de Jean-Pierre Miquel : « Mieux intégrer la création théâtrale à la vie de la cité. » Titre générique pour l'année : « Le théâtre contemporain du monde entier. » L'opération a démarré avec « C'était hier » d'Harold Pinter. Elle se poursuivra avec « Naïves Hirondelles » de Roland Dubillard, « le Paradis sur terre » de Tenessee Williams et « Tango » de Slawonir Mrozek. Commentaire de Pierre Pinon, maire-adjoint socialiste chargé de la culture : « Il est tout à fait concevable et légitime pour une troupe de se consacrer à la création contemporaine. Il serait peut-être dangereux de ne plus faire que cela. » Il est vrai que l'affiche de Miquel est délibérément contemporaine : en dehors des créations annoncées, le C.d.n. accueillera également « la Nuit juste avant les forêts » de Koltes et « Introspection » de Peter Handke. Mais le danger « d'invasion contemporaine » n'est ni imminent ni réel : parallèlement aux créations du C.d.n., la maison de la culture continue de présenter des spectacles et des auteurs tout à fait classiques.

A Reims, quand Robert Hossein y travaillait, le théâtre c'était « Robert Hossein, un point c'est tout ». Aujourd'hui, la municipalité d'union de la gauche a décidé d'encourager et de subventionner « toutes les formes de théâtre » : les activités du C.d.n., mais aussi le théâtre lyrique, le théâtre amateur, les créations de quartier, les jeunes troupes, les activités théâtrales du secteur socio-culturel. Sur les 10 % du budget municipal que la ville de Reims consacre à la culture, une bonne moitié revient au théâtre. La création de la « chapelle » du C.d.n. s'inscrit dans la logique de cette aide à la création et de ce pluralisme culturel délibéré. L'Etat n'a pas donné un centime de subventions spéciales à Miquel pour construire cette petite salle. La municipalité rémoise a fourni la moitié du coût de la construction...

Jean-Pierre Miquel a pris un pari artistique. La ville de Reims a pris un pari politique. C'est le théâtre contemporain qui devrait s'y retrouver. Et cela ne représente pas des sommes astronomiques : seulement 400 000 francs de travaux... D'autres villes pourraient peut-être suivre cet exemple ! A condition, évidemment, de trouver l'oiseau rare : l'homme de théâtre qui ait le courage de vouloir faire découvrir des auteurs nouveaux, des auteurs d'aujourd'hui... plutôt que de reprendre sempiternellement tel Molière ou tel Shakespeare. C'est, reconnaissons-le, un vrai problème : depuis plusieurs décennies, s'abritant derrière l'exemple incontesté de Jean Vilar, les metteurs en scène ont décidé de faire régner leur loi sur les tréteaux. Ils n'écrivent pas, mais ils se comportent en maîtres à penser et à jouer. Ils « revoient et corrigent ». Ils « modernisent ». Les Tchékhov ou les Brecht des années quatre-vingt peuvent aller se rhabiller : les Vitez règnent... et n'ont pas l'intention de laisser leur place.

Il n'est pourtant pas si loin le temps où Roger Blin faisait découvrir Beckett et Genet, où Jean-Marie Serreau était le premier à oser monter Vian, Brecht, Césaire, etc. : les années cinquante. C'était une époque où la rive gauche théâtrale, au Lutèce, aux Noctambules, au Babylone, etc. révélait Ionesco, Adamov, Dubillard. Pourquoi ne serait-ce plus possible aujourd'hui ? N'y aurait-il plus d'auteurs ? La vérité est plus cruelle : peu d'hommes de théâtre acceptent d'être les « laboureurs », les « découvreurs » que furent Serreau et Blin. Donc, peu d'auteurs sont joués. L'entreprise de « théâtre ouvert » sert d'alibi à la pénurie. X ou Z lit une pièce d'un jeune auteur chez Lucien Attoun... mais se garde bien, la plupart du temps, de la monter dans son centre dramatique. Pour un Rezvani monté dans un théâtre national, combien d'auteurs anonymes ou inconnus restent au fond des tiroirs des bureaux des metteurs en scène en vogue ?

Un homme pourtant, un metteur en scène, ne dédaigne pas les auteurs d'aujourd'hui : Jean-Pierre Miquel. Un jour, au début des années soixante-dix, le ministre de la Culture du moment, Jacques Duhamel, a confié la direction de l'Odéon à Pierre Dux, l'administrateur de la Comédie-Française. La solution était astucieuse : Dux venait de réaliser au Français la série « Auteurs nouveaux » ; neuf courtes pièces de neuf auteurs contemporains venaient ainsi d'être présentés dans la maison de Molière. A l'origine de cette initiative : Jean-Pierre Miquel. Logiquement, Dux lui confia le Petit Odéon, lancé par Jean-Louis Barrault en 1967. Résultat : en quelques années, Jean-Pierre Miquel y monta ou fit monter une cinquantaine de pièces contemporaines. Si Calaferte, Grumberg, Madral, Abirached, Sternberg, Kalisky et des dizaines d'autres furent joués, c'est grâce à lui.

Pascal Lebrun



Jean-Pierre Miquel.

Jean-Pierre Miquel a-t-il voulu faire de la « chapelle » de Reims un autre Petit Odéon ? « Non, répond-il. Ce n'est pas possible. Il ne faut pas rêver : à Reims, nous ne sommes pas au quartier Latin. Il n'y a pas le même public potentiel, le même nombre de fous de théâtre. Mais faut-il pour autant que le théâtre français contemporain soit complètement absent des provinces ? Pourquoi le public de province serait-il condamné à ne connaître que le théâtre d'hier ou le théâtre de boulevard ? »

L'analyse de Miquel est simple : « Il existe trois catégories de metteurs en scène, actuellement, en France : ceux qui relisent les classiques ; ceux qui font des créations collectives ou du théâtre à base d'images ; et ceux qui privilégient le théâtre d'auteurs. Les deux premières catégories sont largement majoritaires. La troisième, à laquelle j'appartiens, est devenue une espèce en voie de disparition. Pourquoi ? Sûrement pas par masochisme. Sûrement pas par désir d'être minoritaire. Mais, historiquement, parce que nous sommes en pleine période du triomphe des metteurs en scène. A mon avis, cette époque s'achève. Il est donc plus que jamais souhaitable de tenir haut le flambeau des auteurs. C'est la meilleure façon de préparer l'avenir. »

Aveu de Jean-Pierre Miquel : « En fait, préalablement à toute réflexion sur la situation actuelle du théâtre en France, je concède que j'ai une passion pour les auteurs, pour l'écriture théâtrale. Je n'ai donc pas beaucoup de mérite à entretenir la flamme. Ma bagarre me convient parfaitement. » Bagarre ? C'est-à-dire lutte pour les auteurs, pour le théâtre d'auteurs. Miquel peut-il la gagner ? Réponse de l'intéressé :« Seul, sûrement pas. »

Alors ? Miquel a déjà esquissé des solutions. Des solutions qui valent pour lui et pour les autres. En 1975, en prévision du budget 1976 de l'Odéon, il avait fait une suggestion au ministre de la Culture : ajouter au budget de ce théâtre national une enveloppe de vingt mille francs qui aurait permis de passer commande d'une dizaine de pièces à dix auteurs différents. « Sur ce total, commente Miquel, on aurait bien trouvé trois ou quatre pièces à monter. » Mais, à l'époque, le ministère avait répondu : « Ce n'est pas parce que vous paierez un auteur que cela lui donnera du talent. » La bêtise rejoignait l'indigence.

La suggestion de Miquel reste valable : il suffirait que, dans quelques centres dramatiques, une enveloppe « spéciale » soit affectée aux « commandes de pièces »... Miquel en rêve : « Si nous étions cinq ou six à pouvoir faire cela à travers le pays... » Question : combien de metteurs en scène le souhaitent vraiment ? Autre question : l'actuel ministre de la Culture, Jack Lang, a-t-il l'intention de reprendre les idées de Miquel à son compte ?

En attendant une réponse à ces deux questions, les auteurs français vivants du « théâtre en train de se faire » ont toujours une solution provisoire à leur disposition : aller se faire sacrer à la petite « chapelle » de Reims ! Elle porte un beau nom cette « chapelle » : théâtre de la Comédie. C'est déjà ainsi que Roger Planchon avait appelé la salle de ses débuts, à Lyon, rue des Marronniers. A Lyon, était née une grande aventure du théâtre contemporain. A Reims, une autre est peut-être en germe... ●

(1) C'est le 25 octobre 1945 que Jeanne Laurent (qui devait ensuite nommer Jean Vilar à la tête du T.n.p.) installa à Strasbourg le premier Centre dramatique national.

inconnue, le public ne verrait pas sa part d'inventions. Nous sommes donc aujourd'hui pris entre deux feux : d'un côté l'impossibilité de monter nos œuvres dans les théâtres subventionnés puisque les metteurs en scène tout-puissants qui les dirigent trouvent que Shakespeare colle mieux — ou résiste moins — à leurs fantasmes ; et d'un autre, l'impossibilité d'être joués dans les théâtres privés qui, condamnés à gagner de l'argent, prennent le moins de risques possibles. »

Le résultat de cette valse ? Les auteurs contemporains n'ont plus, comme seul recours, que la possibilité d'être montés par d'obscurs metteurs en scène dans d'obscures petites salles visitées par un obscur public — ce qui ne peut les conduire qu'à tourner en rond dans le cercle vicieux de l'obscurité. On leur reproche de n'être pas suffisamment célèbres. Mais leur a-t-on réellement offert la possibilité de monter sur un podium ? Qui s'est penché sur eux ? Un ou deux théâtres — phares, parfois (l'Odéon, avec « l'Atelier » de Jean-Claude Grumberg ou « Dave au bord de mer » de René Kalisky) ; un ou deux metteurs en scène consacrés (Patrice Chéreau, par exemple, pour « Loin d'Hagondange » de Jean-Paul Wenzel) ; quelques théâtres de la décentralisation, quelques salles construites pour aider la création (petit Tep, petit Odéon) ou d'autres, carrément courageuses, comme le Théâtre de poche qui programme actuellement « Accordez vos violons » de Victor Haïm. Pour le Boulevard, un seul théâtre a pris le pari de faire jouer un auteur inconnu (la petite salle Gabriel du théâtre Marigny, avec « le Garçon d'appartement » de Gérard Lauzier), nous donnant ainsi la preuve que, dans ce genre également, on pouvait découvrir des ressources cachées sous les éternelles pirouettes de Dorin, Marc Camoletti, Remo Forlani, Barillet et Gredy.

C'est peu, insuffisant et, en tout cas, aléatoire puisque les expériences relèvent, pour la plupart, du coup par coup. Il faut une politique de fond, suivie. Depuis le début du mois d'octobre, elle vient de prendre corps à Paris, au « Jardin d'hiver » que Lucien Attoun a ouvert dans le XVIIIe arrondissement, cité Véron. Un lieu, équipé de deux salles, exclusivement réservé à la création contemporaine. Une expérience itinérante (2) vieille de dix années déjà et qui trouve enfin la possibilité de se poser : « Il y avait urgence, estime Lucien Attoun. Partons d'un simple constat : qui s'est révélé, artistiquement, en France depuis dix ans ? Personne. Ni auteur, ni compositeur, ni peintre. Parce qu'on a découragé la recherche au nom de la sagesse, de la prudence. Or il faut être expérimental, tâtonner, se tromper. Lorsqu'on a fêté l'année du Patrimoine, on a fêté des siècles de recherches, avec le lot d'erreurs que cela colporte nécessairement. Ici, nous revendiquons le droit à l'erreur. Sur les 300 manuscrits que nous lisons, beaucoup ne donnent rien ; sur les quelques pièces que nous mettons « en espace » (l'ébauche d'une mise en scène), certaines se révéleront trop faibles et n'auront pas

(suite en page 18)

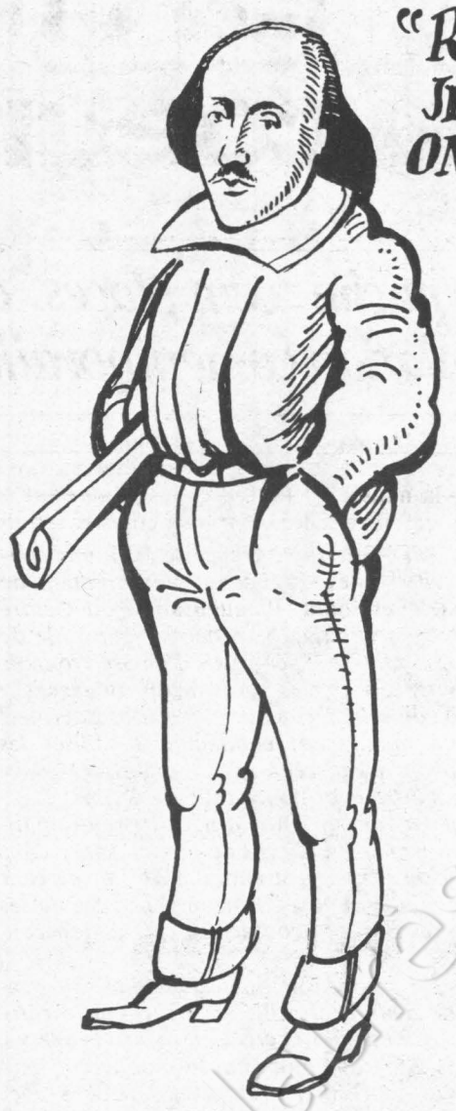
(Suite de la page 17)

d'avenir théâtral. Et alors ? C'est en brossant le maximum que nous trouverons l'exception. »

A ce combat, Victor Haïm (3) souscrit volontiers : « Un jeune auteur, explique-t-il, ça n'existe pas. C'est simplement un personnage qui vient d'écrire quelque chose et sur lequel on parie un succès à venir un jour ou l'autre. Ça peut prendre six mois, deux ans, dix ans. C'est un investissement à long terme. Il faut savoir parier ; prendre le temps. »

Il semblerait, sur ce point, que le public soit de plus en plus demandeur. Que, fatigué d'une société-spectacle où l'image était reine, il désire retourner au texte, remettre les metteurs en scène à leur place d'origine : celle de chefs d'orchestre, d'illustrateurs et non pas de démiurges. Les années quatre-vingt amènent-elles un retour de l'écoute ? « C'est tout à fait sensible, explique Lucien Attoun. A la fois sur Paris et à travers toute la décentralisation (4). On a fait naître, d'un côté, un phénomène de ras le bol des mises en scène-vitrines et, d'un autre, un appétit fou de textes nus, neufs. Les gens sont conscients qu'un trésor doit s'enrichir ; ils veulent un témoignage de leur civilisation même si ce témoignage n'a pas une valeur de chef d'œuvre voué à l'éternité. Ils ont envie de rencontrer des auteurs ; des gens qui leur parleraient de leur monde, de leurs expériences, de leurs désillusions. Ils ne veulent plus que l'on raconte leurs luttes à travers la mort de Macbeth, cela les ennuie. Ils ne veulent plus non plus de l'importation massive de textes étrangers : un pays est indépendant et libre par sa culture ; ils ont envie d'une France culturellement personnalisée. »

Comment aider le mouvement, renverser la vapeur ? Pour 1981, la somme allouée à l'aide aux auteurs (à peine plus de 200 millions de centimes) est encore dérisoire. Comparé au coût d'une mise en scène utilisant d'imposants décors comme c'est de nos jours la mode, ce chiffre met nettement en lumière le déséquilibre existant à l'intérieur du système théâtral. Que faire ? Il y a trois ans, Jeannine Worms avait fondé, en collaboration avec une bonne vingtaine d'écrivains de théâtre réputés (on relevait les signatures de Roland Dubillard, Georges Michel, Robert Pinget, Michel Vinaver et Andrée Chédid), une association chargée de défendre, auprès du ministère de la Culture, la situation et les droits des auteurs.



J'AI UN PROJET DE PIÈCE "ROMÉO ET JULIETTE" JE VAIS LA JOUER EN ONE MAN SHOW

Partant du principe que « les pièces s'exportent plus facilement que les mises en scène et que leurs traductions peuvent contribuer au rayonnement de la culture française à l'étranger », Jeannine Worms réclamait une augmentation sensible de l'aide à la création ; demandait un accord avec les chaînes de télévision pour la diffusion de pièces modernes et souhaitait que soit inscrit au cahier des charges des théâtres subventionnés l'obligation de monter au moins une pièce d'un auteur français contemporain par an.

Loin d'être dénuées de sens, ces revendications frappaient fort et juste. Elles ne reçurent, malheureusement, aucune réponse précise. Le dossier est à présent sur la table de Robert Abirached, chargé de la direction des théâtres au cabinet de Jack Lang. A eux d'étudier la question de nouveau ; de voir s'il faut oui ou non se donner les moyens de recréer l'intérêt du public autour de l'écriture théâtrale qui a toujours été, quoi qu'on en dise, la colonne vertébrale de l'art dramatique. A eux de ne pas étouffer dans l'œuf les éclosions possibles et probables. A eux de faire en sorte qu'il ne soit plus nécessaire, au théâtre aujourd'hui, d'avoir au moins 800 ans pour que votre ticket soit valable. ●

(1) Auteur, notamment de « Archiflor », « le Goûter », « la Boutique », « Avec ou sans arbres ».
(2) C'est avec « Théâtre Ouvert », en Avignon, que Lucien Attoun commença d'explorer les auteurs d'aujourd'hui.
(3) Auteur, entre autres, de « Abraham et Samuel », « la Baignoire », « l'Arme blanche ».

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 153. « D'abord l'emploi », ancien candidat P.s. aux élections législatives, cadre commercial, 44 ans, en chômage, étudie toutes propositions d'emploi en région parisienne.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 155. Dame 47 ans, C.a.p. employé de bureau connaissances dactylographie et comptabilité simple, cherche emploi de bureau ou commerce à mi-temps à Toulouse ou banlieue ouest.
S'adresser à Jacqueline Cessacq, 10, rue Raphaël, 31270 Cugnaux.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 156. Municipalité union de la gauche, région parisienne, recherche un journaliste chargé de la revue municipale.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 157. Municipalité union de la gauche, 60 000 habitants, proximité Paris, recrute un chargé de mission responsable du cabinet. Niveau exigé : diplômé de l'enseignement supérieur.
Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 154. Stagiaire Ena cherche chambre, studio ou F.1 sur Paris ou proche banlieue pour le 1er novembre.
S'adresser à Merger, 8, avenue du 8 mai, 13090 Aix-en-Provence. Tél. (42) 59.16.56.

cinéma
QUATRE-VINGT-UN
OCTOBRE • N° 274
KEN RUSSELL
•
BERNARDO BERTOLUCCI
•
GLAUBER ROCHA
•
BUSTER KEATON
•
LE CINEMA CHINOIS
•
LES FILMS DE LA RENTREE
—
ORSON WELLES A LA TELE
•
LES PROJETS DE REFORME DU CINEMA FRANÇAIS
•
En vente partout et 6, rue Ordener Paris 18e

Grâce aux auditions publiques du samedi soir au DEPOT-VENTE nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent. Pour vos fêtes publiques (ou privées) nous les proposons sans intermédiaires, ni commissions.
DEPOT-VENTE de la Jatte - 92200 Neuilly. Tél. Gérard Vacher. 637.33.99.

ROMAN

L'annonce faite à Gabriel

Le héros de Catherine Rihoit, Gabriel, ange déchu, s'ébat dans un roman en forme de pastiche : Bouvard sans Pécuchet à Caen à la fin du XXe siècle

PAR MICHELLE COQUILLAT

CAEN, la traditionnelle monotonie provinciale, l'intellectualisme désormais un peu suranné du professeur de lettres, assez formé pour penser, se tourmenter, regretter sa fragilité prolétaire en regard de la société, toute cette inactivité de semi-déclassé, toute cette haine de soi si prétentieuse. On pourrait en faire un catalogue : tout y est. Cela suinte l'ennui, la répétition, un mal d'être qui vient de n'être rien, de s'en offenser comme d'une injustice, et de n'y rien pouvoir. Voire de n'y rien vouloir.

Tel est Gabriel, dans sa grille de conformisme, avec sa « crise de la quarantaine », sa mère à l'amour sacrificiel et trop lourd à supporter pour lui, sa femme, jamais remise en question, et pourtant si imprévisible, elle. Catherine Rihoit n'est pas tendre pour ce personnage falôt, si semblable sans doute à tous les mâles intellectuels qu'elle côtoie, et qui se nourrissent d'une métaphysique phallocrate pour ne pas dire misogyne, tout en portant en écharpe leur âme blessée par la femme, si étrange de nos jours, si nouvelle.

Nomenclature un peu flaubertienne

Comme sa créatrice le lui fait dire : « Pas aimer les femmes, Gabriel ? Tiens. Il aimerait bien les aimer, les femmes. C'est pas tout de les regarder. Mais il ne sait pas... C'est plus comme avant. Quelque chose est cassé. » Refrain connu de la perte



Sygma

Catherine Rihoit.

du privilège (ou du risque de la perte du privilège) que l'on feint de prendre pour la perte de l'amour...

« Les Petites Annonces », c'est une nomenclature un peu flaubertienne non seulement du monde dans lequel nous croyons vivre, avec ses fous, ses illuminés, ses jeunes gauchistes, ses « moon », ses perturbations successives de l'adolescence, de l'âge mûr, du mariage, ses phases politiques critiques, l'indifférence des autres devant la mort des autres (courte scène de l'infirmière après la mort d'Emmeline, la mère de Gabriel), mais surtout de la littérature dont on nous abreuve.

Pastiche du pastiche, critique de la critique, le roman sombre alors dans les intentions multiples, on a presque envie de dire qu'il est trop intelligent. Le schématisme excessif dont il est, inévitablement, victime, et qui contribue d'ailleurs, parfois heureusement, à lui donner un aspect surréaliste, gêne parce qu'alors on ne peut adhérer aux personnages offerts. La littérature au deuxième ou au troisième degré, même si elle exprime un humour certain, lasse vite à moins qu'elle ne soit énorme, ubuesque.

En tentant de donner à son roman l'allure d'un dictionnaire des idées reçues d'où la férocité aussi bien que la fantaisie sont exclues, Catherine Rihoit manque semble-t-il sa cible : elle ne choque ni ne passionne vraiment. Sans doute, depuis Fellini et la Dolce Vita, a-t-on usé et abusé des images signifiantes, bêtes monstrueuses sur les grèves, cancrelas et cafards sortant ici de failles béantes, on a envie maintenant d'autres choses, d'autres analyses, d'autres dénonciations, d'autres espoirs. Peut-être l'horreur véritable des romans dissidents des Russes, l'expression d'un désespoir vécu qui est celui d'un Kundera, d'un Vaclav Havel, nous font-ils enfin sentir douloureusement la médiocrité de nos propres plaintes et concevoir soudain que nos regrets bourgeois et nos mals d'être de nantis et d'intellectuels sont de sinistres jérémiades.

Jusqu'à la nausée

Voilà le grand mérite du roman de Catherine Rihoit : qui est d'être l'extrême aboutissement d'une littérature de complaisance intime et sociale qu'avec courage et talent elle expose dans sa nudité, non seulement pour la dénoncer, mais pour en donner la nausée. Il faut aller jusqu'au bout et lire cet inventaire de nos petitesses et de nos accusations journalières et puis tenter de passer à autre chose en refusant de croire à l'affirmation de Gabriel : « Rien ne venait plus rayer l'épaisse couche de vernis de convenance qui recouvrait tout, comme ces villages — jouets que l'on donne pour Noël aux enfants. » ●

« Les Petites Annonces », par Catherine Rihoit, Gallimard.

ESSAI

Qui adore bien sacre bien !

Le peuple le plus sacreur du monde, les Canadiens français, est aussi l'un des plus profondément religieux. Dans son "Guide raisonné des jurons", Jean-Pierre Pichette explique pourquoi l'un ne va pas sans l'autre...

PAR JACQUES RANCOURT

APPRENDRE à « sacrer » est une tâche bien difficile. N'y parvient pas qui veut, s'il n'est natif du Québec ou du Canada français, de l'Irlande ou de quelque autre pays longuement imprégné de catholicisme.

Il faut déjà être connaisseur pour apprécier les « Jésus-de-plâtre », les « tabarnaque - à - deux - étages - un - bordel - dans - le - pignon », voire les « maudit - wagon - de - Christs - deux - rangées - de - bancs - deux-Christs - par - banc ». Tout comme il faut être initié pour goûter les histoires mettant en vedette « l'hostie-mètre » (instrument destiné à mesurer le degré de présence du Christ dans l'hostie...).

Et qui rira à l'idée que Jésus portait la barbe pour avoir l'air plus Christ ; ou qu'à l'Ascension il est parti en Christ pour revenir en hostie ?

Voici en tout cas que vient de paraître un « Guide raisonné des jurons » publié par Jean-Pierre Pichette, chercheur au Centre d'études sur la langue, les arts et traditions populaires, à l'université Laval : qui a vu des films québécois ou s'est étonné des « sacres » de Robert Charlebois y trouvera réponses à ses questions.

Car ce guide en trois parties étudie le juron dans la langue populaire et la littérature orale ; en décrit l'historique depuis les ordonnances punitives des premiers rois de France jusqu'à sa diffusion dans la littérature québécoise contemporaine ; et propose un dictionnaire des jurons de cent vingt bonnes pages, les uns inoffensifs ou même pieux, les autres vidant le ciel et les églises de tous leurs saints et choses saintes.

On ne sacrerait donc pas par hasard, par simple grossièreté ou par manque de vocabulaire ? Raison socio-historique : une collectivité en proie à une nature trop immense et incontrôlable et doublée par ailleurs d'une religion omniprésente, aurait plus que d'autres des motifs de s'en prendre à son divin créateur ou à ses représentants. « Dans la bouche du Canadien, écrit Pichette, le juron a une saveur de défi. Quand ça va mal, quand on ne sait plus à qui s'en prendre, on ne défie plus les hommes, mais Dieu lui-même, le maître de ces espaces immenses contre lesquels on se bat. »

Voilà pour les espaces, mais il y a aussi la religion elle-même : « Le plus étrange, c'est qu'on se glorifie d'être « le peuple le plus sacreur au monde » et qu'on se transmet le titre de génération en génération. Si la sacromanie est le baromètre du catholicisme, les Canadiens français sont toujours un peuple religieux puisqu'elle est très vivace. »

Il y a enfin le plaisir de jouer avec le feu, celui du purgatoire ou celui de l'enfer, du péché véniel ou du péché mortel : pour dix-sept mots clefs (Christ, calice, tabernacle...), Pichette relève cinq cent trente-neuf dérivés à consonnance religieuse.

Les timides useront du clisse, du câlinne, du tabarouette ; telle plongeuse plus hardie se dira crisseuse (« j' crisse la vaisselle dans l'eau ») ; et tel initié sensible aux créations verbales remplacera « ça me dégonfle mais je m'en balance » par « ça me décâlisse mais je m'en contresaintciboirise ».

D'ailleurs, ça ne fera pas de mal aux saints et choses saintes de frayer un peu avec la vie quotidienne ; et pour l'homme, ce sera une occasion de rapprocher, entre humour et malice, deux mondes par trop étrangers. D'où encore les petits - Jésus - à - moutarde, les cinq - six - oreilles - du - Christ, les ciboires - électriques - pour - les - hosties - toastées.

Bref, un guide riche et truculent, qui aide à comprendre pourquoi ce phénomène, qui ailleurs pourrait n'être qu'enfantillage et grossièreté, participe à sa manière des angoisses mais aussi de l'inventivité d'une société jeune, encore à chercher sa demeure entre ciel et terre.

Certes, Jean-Pierre Pichette semble espérer que la recrudescence actuelle du « sacrage » marque le chant du cygne. On peut parier néanmoins que ce face à face, cette petite guerre entre l'homme et Dieu ne se résorbera qu'au bout d'une longue lutte, comme celle de Jacob avec l'ange. Car il s'agit ici, au moins autant que de réprimer une vulgarité de langage, de conquérir son propre réalisme devant le monde. ●

« Le Guide raisonné des jurons », par Jean-Pierre Pichette, Montréal, éditions Quinze, vente et diffusion : Inter-Forum, 13, rue de la Glacière, Paris 13e.

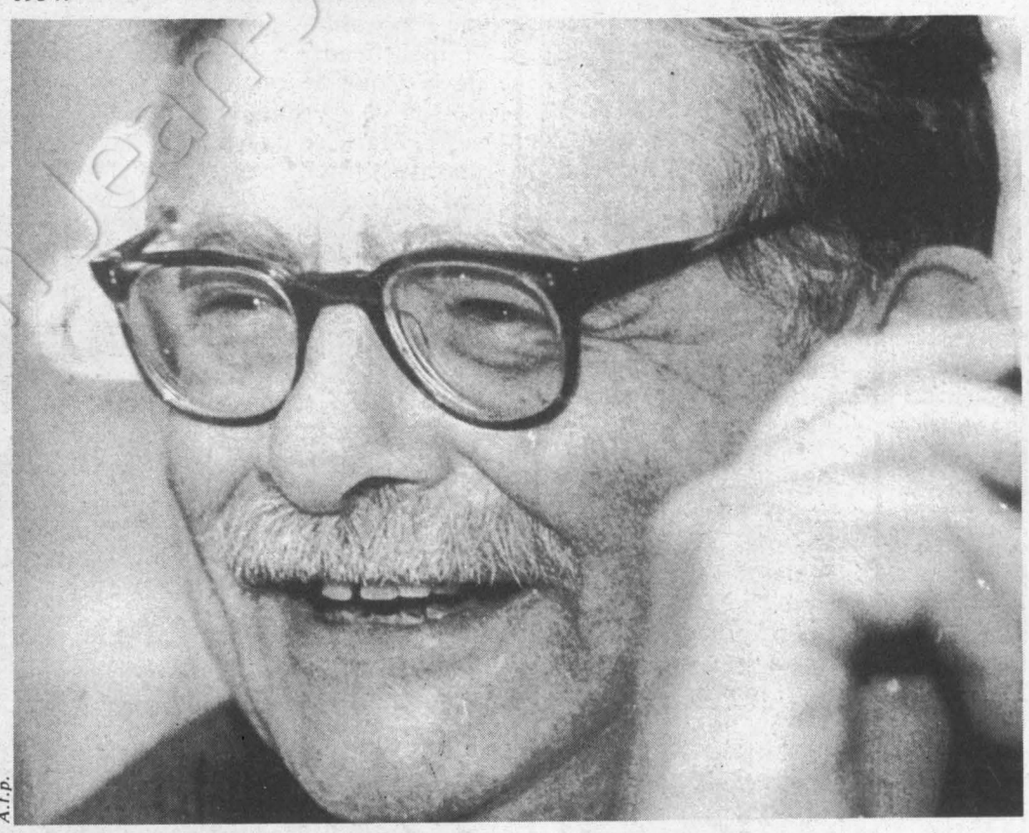
Elias Canetti, un poète engagé

Prix Nobel de littérature 1981, Elias Canetti est pratiquement inconnu - voire méconnu - en France. L'itinéraire dans le siècle et les œuvres de cet intellectuel apatride méritent pourtant qu'on s'y arrête

PAR MICHEL CULLIN

UN romancier mais aussi un philosophe, un homme de théâtre mais aussi un moraliste, l'itinéraire d'Elias Canetti n'est pas sans rappeler ceux de Sartre ou de Camus. Mais pour cet intellectuel autrichien l'engagement prend d'autres forces dans un pays qui n'a pas la tradition de Voltaire ou de Zola. La culture politique autrichienne, surtout celle des années vingt et trente, n'a jamais favorisé l'épanouissement des intellectuels. Dans la dialectique qui unit les écrivains à la vie politique, nombreux furent ceux qui prirent leur parti d'une « culture affirmative ». Ce ne fut pas le cas de Canetti.

Le « sauvage bulgare » que certains sont prêts à assimiler à un écrivain apolitique, a grandi et écrit dans la Vienne de Karl Kraus, ce grand polémiste dont la revue « Die Fackel » colla à l'oreille de Canetti comme à celle d'une génération peu nombreuse il est vrai d'Autrichiens non conformistes, en rupture avec les pesanteurs culturelles de leur époque. Comme Kraus, Canetti a vécu la très violente lutte de classes de la Première république autrichienne qui devait aboutir à l'écrasement sanglant de la classe ouvrière en février 1934.



A.f.p.

Face au fascisme et à la réaction catholique, Canetti avait choisi son camp, celui de l'humanisme critique qui souligne l'unité de l'homme et du monde et qui refuse par exemple la « folie » du professeur Kien qui, dans ce très grand roman qu'est « Die Blendung » (« Auto-da-fé »), ne sait plus faire la différence entre les êtres ou objets morts et ceux qui sont vivants, entre l'articulé et le non-dit, entre la parole et le silence.

On a beaucoup épilogué sur cette destruction de la Raison, ces livres qui brûlent et qui en 1935, date de parution du roman, rappellent d'autres incendies dans l'Allemagne voisine. Mais au-delà de ces références immédiates jamais romancier n'a traité en Autriche d'une façon aussi magistrale de la responsabilité des clercs et de leur impuissance dans la société bourgeoise. Certes les bruits de bottes nazies sont tout proches mais aussi la destruction par les armes de tout une culture ouvrière, celle de Vienne-la-Rouge, dont Canetti, tout comme Karl Kraus, contrairement à ce que l'on a pu écrire, avait largement soutenu la cause.

Dans « Masse et puissance » toutefois, somme scientifique qui se veut également littérature, Canetti n'a pas uniquement à l'esprit les masses fascistes, comme une lecture trop rapide pourrait le laisser croire. L'austro-marxisme, ce formidable mouvement populaire avec ses fêtes, ses rituels, ses grand-messes ont été tout autant les objets d'études d'un homme qui a écrit les meilleures pages que l'on connaisse sur la manipulation et le groupe.

Pour les analystes du fascisme quotidien, *il convient de relire attentivement Canetti. Les aphorismes, les récits, les pièces de théâtre, qui constituent une partie de l'œuvre encore trop peu connue chez nous, prolongent dans la perspective de « Masse et puissance » une réflexion sur la métamorphose — concept cher à Canetti — des individus, tantôt hommes, tantôt bêtes, inversant les rôles selon les sociétés et les situations politico-économiques. Canetti philosophe récuse la philosophie des philosophes et leurs discours traditionnels, sans toutefois partager l'analyse de ses compatriotes, Wittgenstein ou Popper, présents eux aussi dans cette Angleterre, terre d'asile pour beaucoup d'Autrichiens à l'heure du fascisme.*

Pour ce juif autrichien dont la langue sauvée, l'allemand de l'enfance, allait être la seule arme du combat contre la destruction de son identité, le pays qui le traita si misérablement constitue tout de même le cadre géoculturel de sa littérature. C'est à ce titre que l'on peut parler de l'écrivain autrichien Canetti, à condition que l'Autriche n'oublie pas que le judaïsme lui a fourni l'essentiel de ses créateurs et de ses intellectuels au XXe siècle.

« Ne peut être poète que celui qui sent la responsabilité, bien qu'il contribue peut-être moins que d'autres à l'affirmer dans des actions individuelles. C'est une responsabilité pour la vie qui se détruit et l'on n'a pas à avoir honte de dire que cette responsabilité se nourrisse de pitié. Un sentiment général et sans objet n'a aucune valeur. Le sentiment de responsabilité exige le passage concret dans tout ce qui vit et qui est là. » (Canetti.) ●

Roger, es-tu libre enfin?

Roger Knobelspiess, coupable d'avoir été d'abord innocent, bouleversant de dignité et de révolte, a fait aux assises de Rouen le procès d'une certaine justice

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

de notre envoyé spécial à Rouen

UN procès d'assises, c'est toujours plus ou moins sordide. On y déballe sans vergogne toutes les faiblesses et toutes les turpitudes de l'espèce humaine. Pour tout dire, ça vole rarement très haut... Il faudra pourtant faire une exception et marquer d'une pierre blanche le procès qui s'est déroulé au palais de justice de Rouen entre le 26 et le 30 octobre 1981. Dans le box, cinq inculpés, appelés à répondre de neuf hold-up ou tentatives de hold-up. Au nombre de ces prévenus : Roger Knobelspiess. Il a reconnu les faits. Et il a aussitôt contre-attaqué. Oui, il n'est pas rentré de permission le 21 octobre 1976. Oui, il a organisé des vols à main armée pendant sa cavale. Mais...

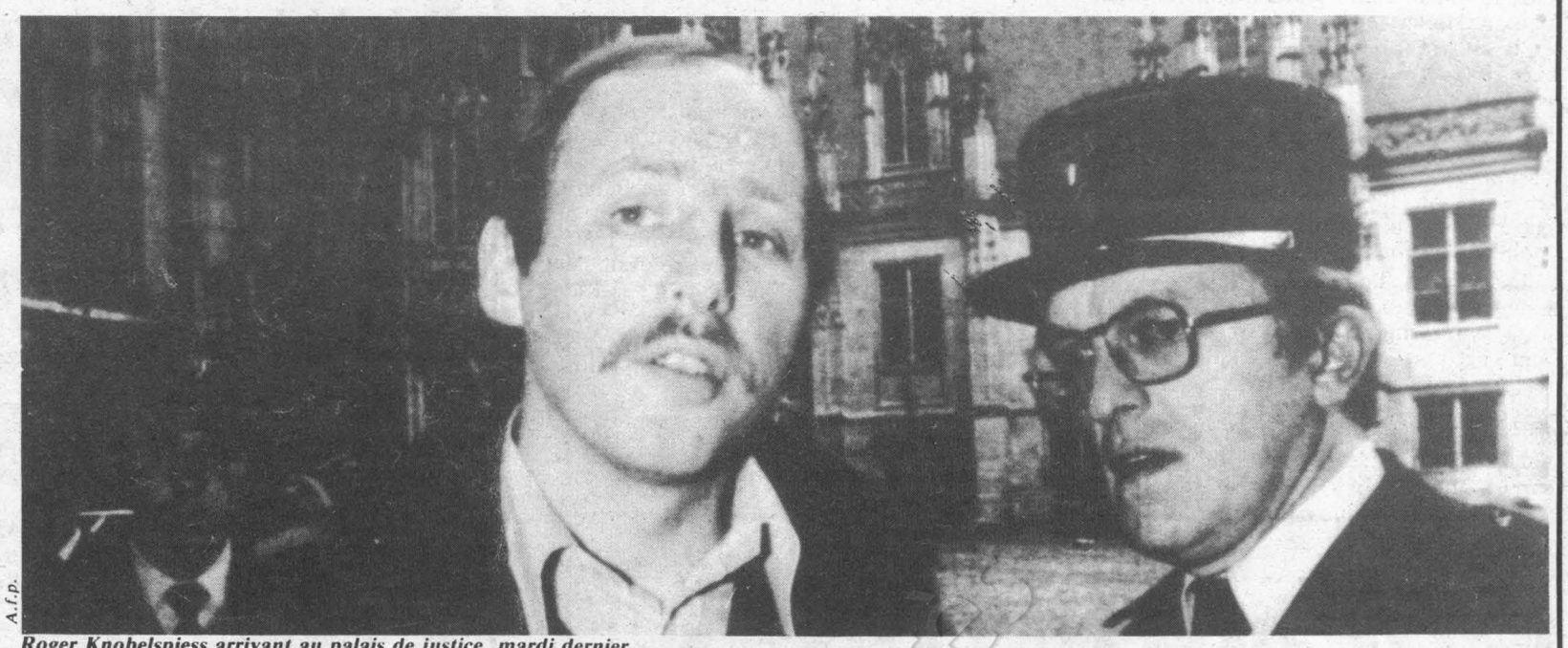
Jean Valjean du XXème siècle

Terrible « mais ». Aux jurés, Knobelspiess a dit : « Ce que j'ai fait pendant mon évasion était maladroit. Mais c'était le désespoir. » En effet, qui n'aurait été désespéré d'avoir été condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour un vol de 800 F qu'il n'a pas commis ? Qui, à la place de Knobelspiess, victime d'une erreur judiciaire, serait rentré de permission ? Guy Bedos l'a écrit à la cour et Henri Leclerc, l'avocat de Knobelspiess, a lu sa lettre : « Mesdames et Messieurs les jurés, réfléchissez bien. Si vous aviez été condamnés par erreur, êtes-vous sûrs que vous auriez regagné le pénitencier dont vous seriez l'infortuné pensionnaire ? Moi, j'aurais fait bien pire que ce que vous avez à juger. » Et Roger Garaudy est venu dire à la barre : « Sous Hitler, pendant trois ans, j'ai connu l'enfermement, les humiliations, les coups. Et je me suis dit : voilà un homme qui vit depuis dix-sept ans là dedans. Alors je me suis demandé : serais-je rentré au terme d'une permission de sortie ? Je le dis tout net : non. J'aurais choisi l'illégalité avec tout ce que cela comporte. »

Etonnant moment où se dévoile l'engrenage judiciaire : Knobelspiess est d'abord coupable d'avoir été innocent ! Inoubliable instant où cet homme, qui devrait être broyé, a le courage d'élever le débat : « Moi, je ne suis pas ici pour demander des circonstances atténuantes. Après douze ans d'erreur judiciaire, je viens en accusateur. » Et la Justice de devoir accepter l'accusation de Knobelspiess. Et le président du tribunal, Guy Léger, de devoir faire piteusement mea culpa au nom de la justice : « Que vous soyez innocent ou coupable dans cette agression, je n'ai pas à en juger. Il appartiendra à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui détient ce dossier de révision de se prononcer à ce sujet. Mais, ce que je puis dire, et je le dis avec force, c'est que ça ne valait pas quinze ans. J'approuve vos réactions. Innocent ou pas c'était une peine très exagérée. »

Du jamais vu : un président ouvrant l'audience par une plaidoierie maladroitement apaisante en faveur de l'accusé. Et ledit accusé, Jean Valjean du XXe siècle, se faisant procureur du glaive et de la balance. Parlant mieux avec ses tripes qu'un sociologue avec son vocabulaire savant et sophistiqué : « La prison c'est insupportable quand on est coupable, mais c'est inimaginable quand on est innocent. » Et le président passant aux avœux : « C'est le procès du désespoir d'un homme, ai-je lu dans un journal à propos de cette affaire. Je pense que ce n'est pas exagéré... » Et le procureur se taisant, parce qu'il ne doit pas être vraiment fier d'être là... Oui, du jamais vu. Parce que c'est le procès de la justice que réussit à faire Knobelspiess. D'une certaine justice « Alain Peyrefitte ».

Les gens de robe n'en peuvent mais devant le terrible réquisitoire de « l'innocent », devant le cri de Knobelspiess : « Je viens devant vous en civil. C'est un peu une façon de falsifier les choses. J'aurais voulu comparaître devant vous revêtu du droguet des prisonniers. Peut-être auriez-vous compris ce que je suis : depuis des années, je ne fais pas l'amour, je me masturbe, je ne sais plus ce que c'est le soleil, je n'ai plus vu la mer. » Knobelspiess dans le box est manifestement à la hauteur de l'écrivain Knobelspiess, de l'auteur de « Q.h.s. » et de « l'Acharnement » : fier, juste, solide, rebelle. En d'autres temps, on eût dit : droit comme un bois de justice !



A.f.p.

Roger Knobelspiess arrivant au palais de justice, mardi dernier.



A.f.p.

La famille de Roger Knobelspiess.

Frédéric Pottecher est en larmes

Roger Knobelspiess est bouleversant. Les témoins sont bouleversés. Frédéric Pottecher est en larmes. Denis Manuel poignant : « C'est nous tous qui envoyons en prison ceux qui ont la malchance de devoir y aller. L'opinion publique est répressive parce qu'elle est mal informée. » Marie Cardinale impressionnante : « J'aimerais que mes enfants, élevés avec tous les privilèges et avantages de ma classe, la bourgeoisie, puissent m'écrire des lettres pareilles à celles que j'ai reçu de lui. » Claude Manceron solidaire : « Je me porte caution puis... demain, quand il sortira, nous l'aiderons... »

Demain, quand il sera libre... Liberté pour Knobelspiess : c'est ce qu'il réclame depuis des années : c'est ce que nous réclamons. C'est ce qu'il aura peut-enfin obtenu quand ces lignes paraîtront. Demain, c'est aujourd'hui. Roger, es-tu libre ? ●



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325